



# **La nouvelle politique africaine des Etats-Unis**

**Mémoire de géopolitique  
du Major Aviateur Georges Franchomme**

Directeur : Professeur Pascal CHAIGNEAU  
directeur du Centre d'Etudes Diplomatiques  
et Stratégiques (CEDS)

Mars 2003

## GLOSSAIRE

<b>Sigle français</b>	<b>Signification</b>	<b>Sigle anglais</b>	<b>Signification</b>
ACOTA	Programme d'entraînement aux opérations en Afrique	ACOTA	Africa Contingency Operations Training Program
ACRI	Initiative africaine pour la gestion de crise	ACRI	African crisis Response Initiative
ACCS	Centre africain pour les études stratégiques	ACSS	Africa Center for Strategic Studies
AGOA	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique	AGOA	African Growth and Opportunity Act
AID	Association internationale de développement	IDA	International Development Association
AOPIG	Groupe pour l'initiative d'une politique du pétrole en Afrique	AOPIG	African Oil Policy Initiative Group
APD	Aide publique au développement	ODA	Official Development Assistance
APIC	Centre d'information sur la politique africaine	APIC	Africa Policy Information Centre
ARP	Programme Africain de maintien de la paix	ARP	Africa Regional Peacekeeping Program
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	IBRD	International Bank for Reconstruction and Development
BLNS	Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland	BNLS	Botswana, Lesotho, Namibia, Swaziland
CDEAO	Communauté Des Etats de l'Afrique de l'Ouest	ECOWAS	Economic Community of West African States
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale	CEMAC	Central African Economic and Monetary Committee
CIA	Agence centrale de renseignement	CIA	Central Intelligence Agency
CJTF	Force interarmées interalliée	CJTF	Combined Joint Task Force
CNN	Chaîne télévisée d'information	CNN	Cable News Network
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
COMESA	Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe	COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
FMS	Ventes militaires à l'étranger	FMS	Foreign Military Sales
FY	Année fiscale américaine	FY	Fiscal Year
LIC	Conflits de basse intensité	LIC	Low Intensity Conflicts
IMET	Programme international d'éducation et de formation militaire	IMET	International Military Education and Training
MCA	Compte du défi du millénaire	MCA	Millennium Challenge Account
MCG	Objectif du défi du millénaire	MCG	Millennium Challenge Goal
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique	NEPAD	NEw Partnership for African Development

<b>Sigle français</b>	<b>Signification</b>	<b>Sigle anglais</b>	<b>Signification</b>
NSA	Agence Nationale de Sécurité	NSA	National Security Agency
NSC	Conseil National de Sécurité	NSC	National Security Council
NSS	Stratégie Nationale de Sécurité	NSS	National Security Strategy
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	OECD	Organization for Economic Cooperation and Development
OGM	Organisme Génétiquement Modifié	GMO	Genetically Modified Organism
OMC	Organisation mondiale du commerce	WTO	World Trade Organization
ONG	Organisation Non Gouvernementale	NGO	Non Governmental Organisation
ONU	Organisation des Nations Unies	UN	United Nations
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole	OPEC	Organization of Petroleum Exporting Countries
OPIC	Agence des investissements privés à l'étranger	OPIC	Overseas Private Investments Corporation
PIB	Produit intérieur brut	GDP	Gross Domestic Product
PNB	Produit national brut	GNP	Gross National Product
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement	UNDP	United Nations Development Program
PPTTE	Pays pauvres très endettés	HIPC	Heavily Indebted Poor Country
RDC	République Démocratique du Congo	DR(o)C	Democratic Republic of Congo
SACU	Union douanière du sud de l'Afrique	SACU	Southern African Custom Union
SADC	Communauté de développement de l'Afrique du Sud	SADC	Southern African Development Community
SAP	Stratégie d'aide pays	CAS	Country Assistance Strategy
SAPP	Collectif pour l'énergie en Afrique du Sud	SAPP	Southern African Power Pool
SCR	Estimations souveraines de Crédit	SCR	Sovereign Credit Ratings
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise	AIDS	Acquired Immune DEficiency Syndrome
UA	Union Africaine	AU	African Union
UE	Union européenne	EU	European Union
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine	WAEMU	West African Economic and Monetary Union
US	Etats-Unis	US	United States
USA	Etats-Unis d'Amérique	USA	United States of America
USAID	Agence américaine pour le développement international	USAID	United States Agency for International Development

# SOMMAIRE

## PREMIERE PARTIE

Une politique privilégiant officiellement le triptyque paix, démocratie, développement	6
I. Définition de la politique	6
II. Les axes de la politique	11
III. Les accents récents	22

## DEUXIEME PARTIE

Histoire, idéologie, phobie et puissance	27
I. L'anti-colonialisme américain	27
II. Besoins Sécuritaires	32
III. Néo-Colonialisme	35

## TROISIEME PARTIE

Géopolitique des intérêts américains en Afrique	40
I. Matières premières	40
II. Business au Sud	46
III. Corne de l'Afrique	50

## INTRODUCTION

Sur fond d'une guerre en Irak qui pourrait enflammer la région du Golfe Persique, il n'est pas aisé de présenter la politique d'un Etat dont le chef est dépeint dans les médias francophones tel un irresponsable va-t-en guerre. Surtout si cette politique concerne un continent, ou à tout le moins sa partie subsaharienne, qui se trouve être le grand oublié de la première tranche de mondialisation qui s'est opérée en fin de deuxième millénaire.

Représentant un cinquième de la surface émergée du globe et comptant un dixième de la population mondiale, ce continent abrite plus de trois cent millions d'êtres humains devant vivre avec moins d'un euro de revenu quotidien. L'ensemble des richesses des Etats de l'Afrique subsaharienne contribue à un misérable pourcent de la richesse mondiale.

Conscients de cet état des choses, mais également des enjeux vis-à-vis de leur politique de sécurité, les représentants officiels des Etats-Unis répètent à l'envie le triptyque de la politique extérieure vers l'Afrique - comme vers tout autre pays d'ailleurs - à savoir : paix, démocratie et développement.

C'est sous cet angle que nous allons dans un premier temps décrire les axes de la politique africaine des Etats-Unis. Nous verrons que malgré les craintes engendrées suite à l'élection d'un républicain à la maison blanche et surtout suite aux attentats du 11 septembre 2001, cette politique a continué le mouvement amorcé sous les deux mandats de Bill Clinton. Un changement dans la continuité serait sans doute plus approprié pour dépeindre la rigueur mais aussi les nouveaux projets qui marquent les initiatives des membres de l'administration Bush depuis janvier 2001.

Dans un deuxième temps nous nous attellerons à expliquer plus profondément les déterminants de cette politique. Ils sont à rechercher dans de multiples sources : dans les racines de la société américaine symbolisée par les afro-américains, dans le besoin sécuritaire qui a toujours hanté les américains, ou encore dans le réalisme commercial qui a entraîné beaucoup de critiques néo-colonialistes en fin de siècle passé.

Enfin, car c'est la vocation d'une étude géopolitique, la conclusion des deux premières parties nous mènera à dépeindre l'émergence d'une Afrique correspondant aux intérêts des américains. Une Afrique des ressources, du business et des enjeux stratégiques.

## **PREMIERE PARTIE**

### **Une politique privilégiant officiellement le triptyque paix, démocratie, développement**

George W. Bush n'a, tout au long de sa campagne électorale, manifesté qu'un intérêt mineur pour l'Afrique, omettant de la mentionner parmi les régions du monde où son pays a des intérêts. Par contre, son administration saisit toutes les occasions pour s'exprimer sur le sujet. En fait, la politique américaine en ce domaine semble marquée par une volonté de continuité. Même si le style et les méthodes des administrations démocrates et républicaines ne sont pas les mêmes et que les approches divergent, les objectifs sont identiques. Aujourd'hui comme hier, les Etats-Unis privilégient officiellement le triptyque paix, démocratie, développement.

C'est ce que nous allons relever d'abord par la simple lecture des discours des officiels de l'Etat. Ce qui marque le plus à la lecture des discours du Président et des principaux fonctionnaires de son administration, est la volonté d'insister sur le fait que la priorité est donnée aux actes plus qu'aux paroles. L'approche est en réalité pensée, calculée et systématique, contrairement au plus grand reproche que l'on pouvait faire à la politique américaine jusqu'alors : ne pas avoir de politique africaine du tout.

Cette nouvelle politique se démarque sous certains aspects de la politique de l'administration précédente. Examinons en quoi.

#### **I. Définition de la politique**

##### **1. La Stratégie de Sécurité Nationale**

Dans la préface de la stratégie nationale de sécurité<sup>1</sup>, le Président des Etats-Unis annonce clairement : « Les États-Unis utiliseront cette occasion historique pour étendre les avantages de la liberté à travers le globe. Nous travaillerons activement pour apporter l'espoir de la démocratie, le développement, les marchés libres et le libre-échange à chaque coin du monde. Dans le vingt et unième siècle, seules les nations qui partagent un engagement à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, garantissant la liberté politique et économique,

seront capables de libérer le potentiel de leurs concitoyens et de leur assurer une prospérité future ».

Fort de la conviction de se trouver dans une posture unique pour façonner le monde à l'image des Etats-Unis, George W. Bush définit dans cette même préface les accents qu'il attend donner à sa politique étrangère, à savoir « Pour atteindre ces objectifs, les Etats-Unis vont : défendre les aspirations à la dignité humaine ; renforcer les alliances pour combattre le terrorisme et coopérer avec les alliés pour se protéger mutuellement ; coopérer pour diminuer les conflits régionaux ; empêcher nos ennemis de nous menacer, nous ou nos alliés, avec des armes de destruction massive ; démarrer une nouvelle aire de croissance économique grâce à l'ouverture des marchés et au libre-échange ; élargir le développement en ouvrant les sociétés et en construisant les infrastructures nécessaires à la démocratie ; élaborer des calendriers d'action en coopération avec les autres puissances mondiales ; transformer les institutions nationales de sécurité pour répondre aux défis du vingt et unième siècle ».

Plus loin dans le corps du texte de la NSS, les prises d'accent de la politique américaine en Afrique pour ce mandat sont clairement décrites. S'agissant du terrorisme, l'Afrique est mentionnée comme un des continents où des cellules y subsistent çà et là. Dans le même chapitre, est spécifié le droit que les Etats-Unis se gardent d'intervenir de manière unilatérale s'ils se sentent menacés. Un tel fait s'est d'ailleurs déjà produit au Soudan en 1999 quand des missiles Tomahawk avaient détruit une usine soupçonnée de fabriquer des armes chimiques.

Mais c'est en pages 10 et 11 de ce document que la stratégie appliquée à l'Afrique est dévoilée : « Avec nos alliés européens, nous devons renforcer les Etats africains fragiles, renforcer la capacité locale à sécuriser ses frontières, permettre d'implanter les moyens légaux et les infrastructures nécessaires à combattre le terrorisme. Un environnement encore plus meurtrier existe là où les guerres locales débordent des frontières et créent des conflits régionaux. La création d'alliances et d'accords de sécurité est la clé au contingentement de ce type de menaces transnationales. La grande taille de l'Afrique et sa diversité exigent qu'une stratégie de sécurité soit construite sur des engagements bilatéraux et des coalitions volontaires. Cette administration se concentrera sur trois stratégies interdépendantes pour la région : les pays qui ont une influence majeure sur leurs voisins tels que l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya et l'Ethiopie

---

<sup>1</sup> En anglais NSS : The National Security Strategy of the United States of America, Washington, 17 septembre

demandent une attention particulière ; une coordination avec les alliés européens et les institutions internationales est essentielle pour une médiation constructive des conflits et des opérations de paix réussies ; les Etats capables de réformes et les organisations sous-régionales doivent être consolidées dans le but de répondre aux nouvelles menaces transnationales. Finalement, la voie vers la liberté politique et économique est le moyen le plus sûr d'assurer le progrès de l'Afrique subsaharienne, quand la plupart des guerres sont autant de conflits pour l'accès à des ressources matérielles ou l'accès au pouvoir sous des excuses ethniques ou religieuses ».

A ceci s'ajoute en page 18 le fort accent placé sur la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique<sup>2</sup> et les accords bilatéraux de libre échange. Le document annonce également la mise sur pied du nouveau compte pour le défi du millénaire<sup>3</sup> susceptible, d'après l'administration, d'augmenter et de mieux cibler l'aide publique en récompensant les régimes de bonne gouvernance. Enfin, y est mentionné l'accroissement des moyens mis à la disposition pour l'éducation, l'agriculture et la lutte contre le SIDA.

Voici donc reprises dans un seul document les grandes lignes de la politique africaine des Etats-Unis. Nous nous proposons, maintenant, d'analyser la forme et le fond de cette politique tout en mettant l'accent sur les nouvelles initiatives ou celles qui y prennent le plus d'ampleur.

## 2. Discours et actes soutenant cette politique

Pour ce qui est de la forme, la politique africaine des Etats-Unis est répétée aux différents échelons de pouvoir. Sans s'en cacher les américains dévoilent une constante de leur activité à l'étranger : le support des activités économiques domestiques. George W. Bush se fait plus précis quant aux intentions des Etats-Unis lorsqu'il déclare<sup>4</sup> : « Mais que pensons-nous de l'Afrique ? Nous pensons que c'est un continent dont les atouts importants, sur le plan des possibilités et des progrès, coexistent, nous en sommes conscients, avec des épidémies, des guerres et une pauvreté extrême, qui convergent parfois en même temps sur un seul village. L'Afrique compte quelques pays, à peine, qui offrent une terre d'asile

---

2002.

<sup>2</sup> En anglais AGOA (African Growth and Opportunity Act), loi adoptée par le Congrès en 2000 sous l'ère Clinton, elle prévoit entre autre la suppression ou la réduction des barrières douanières pour 1800 produits en provenance des pays de l'Afrique subsaharienne.

<sup>3</sup> En Anglais MCA (Millenium Challenge Account), voir plus loin.

aux terroristes, mais un grand nombre qui cherche à garantir un avenir démocratique. [...] Nous avons une conception commune d'une Afrique où les habitants sont en bonne santé et savent lire et écrire, d'une Afrique qui connaît la prospérité grâce au commerce et à l'économie de marché, d'une Afrique qui se voit épargner les horreurs de la guerre et du terrorisme. Les États-Unis ne vont pas créer cette nouvelle Afrique, mais nous aiderons, notamment grâce à de nouvelles initiatives telles que le Fonds du millénaire, les pays africains qui adopteront les mesures nécessaires pour réussir. Nous nous tiendrons aux côtés de l'Afrique alors qu'elle s'attaque aux obstacles qui s'opposent à l'espoir et à son développement.

L'expansion du commerce mondial des produits et des techniques, ainsi que des idéaux, est une caractéristique particulière de notre époque, puisqu'elle est capable de sortir des nations entières du cycle de la dépendance et de la pénurie. Notre pays travaillera à faire en sorte que toute l'Afrique s'intègre pleinement au système commercial mondial et participe à part entière au progrès de notre époque. Il est important que mes concitoyens sachent que nous allons promouvoir le commerce avec l'Afrique parce que c'est bon pour la prospérité des États-Unis ; le commerce est bon également pour la promotion de la prospérité de l'Afrique, et il favorisera l'élan de liberté économique et politique d'un bout à l'autre de ce continent important. »

Un niveau en dessous, le discours du secrétaire d'Etat, Colin Powell, se veut encore plus clair et insiste sur l'engagement et la volonté des acteurs. L'objectif global de l'aide des États-Unis au continent africain, a-t-il dit, est « de faire en sorte que, grâce à ceux qui sont prêts à partager avec les plus pauvres, tous les enfants de Dieu puissent connaître une vie sereine et saine, dont les seules limites seront leurs rêves et leur volonté de travailler dur. Le président Bush [...] est déterminé à encourager les entreprises américaines à investir en Afrique. [...] Il entend s'assurer que nous demeurerons le premier fournisseur d'aide alimentaire aux pays qui en ont besoin. Nous offrons plus que des mots. Nous offrons tout un ensemble d'engagements. »<sup>5</sup>.

Qui sont les acteurs de la politique africaine des Etats-Unis en dehors du Président Bush et du Secrétaire d'Etat Colin Powell?

---

<sup>4</sup> Discours de George W. Bush au dîner du Sommet Leon Sullivan ([usinfo.state.gov/francais/](http://usinfo.state.gov/francais/)) 20 juin 2002.

<sup>5</sup> POWELL C, Conférence de presse du secrétaire d'État adjoint aux affaires Africaines, 19 Septembre 2002 disponible sur, [www.usinfo.state.gov/francais/](http://www.usinfo.state.gov/francais/).

Condoleeza Rice, conseillère de la sécurité nationale auprès du Président est dans toutes les réunions sur les intérêts des Etats-Unis en Afrique. Ancienne membre du conseil d'administration de Chevron, Condoleeza Rice est d'origine afro-américaine et, comme Colin Powell, présente la particularité d'avoir travaillé pour les démocrates avant d'accepter une fonction officielle dans l'administration républicaine. Walter Kansteiner, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires africaines, a plus de vingt ans d'expérience dans les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Afrique. Jendayi Frazer est la spécialiste de l'Afrique du conseil national de sécurité (National Security Council - NSC). D'origine afro-américaine, elle a travaillé pour les nations unies sur les questions africaines, dans le cadre du programme de développement. En plus d'être l'oreille du Président au sein du NSC, son rôle est de coordonner les politiques de toutes les agences américaines et de s'assurer de la cohérence de la politique globale américaine sur l'Afrique. Andrew Natsios, administrateur de l'agence américaine pour l'aide publique au développement (United States Agency for International Development - USAID) est aussi un personnage clé de la politique américaine. Mis en place sous l'administration Clinton, il a été maintenu dans ses fonctions et participe à cette nouvelle politique au travers d'USAID qui regroupe la majorité des aides dirigées vers les pays en voie de développement.

## **II. Les axes de la politique**

### **1. Multilatéralisme et partenariat privilégié**

Comme inscrit dans ce que l'on serait tenté d'appeler la doctrine, l'administration américaine essaye de faire valider ses concepts par l'entremise d'organisations multilatérales tel le NEPAD (New Partnership for Africa's Development). Le NEPAD est un plan destiné à favoriser le développement des pays africains. Lancé par cinq chefs d'Etat, (notamment de l'Afrique du sud, du Nigeria et du Sénégal) le NEPAD est un contrat de confiance auquel les nations africaines adhèrent si elles le veulent. Les pays souscripteurs s'engagent à déployer les efforts nécessaires pour éradiquer la pauvreté, renforcer la démocratie et lutter contre la corruption. En échange de quoi, ils peuvent bénéficier d'un allègement de leur dette extérieure de la part des pays développés ainsi que d'une aide accrue en matière de commerce et d'investissement. En quelque sorte, les dirigeants africains s'engagent à une bonne gouvernance et à un processus démocratique en contrepartie d'aide financière et économique. Le NEPAD a été officiellement présenté lors d'une réunion au Nigeria en octobre 2001, après approbation par l'Union Africaine et avec le soutien immédiat de l'Union Européenne et des Etats-Unis. Sur le continent africain, le partenariat a pris de l'ampleur lorsque le 26 mars 2002 huit chefs de gouvernement et onze autres représentants officiels ont affirmé leur adhésion aux valeurs du NEPAD. Les américains ont profité de la situation pour faire adopter lors de la réunion du G-8, à Kananskis, au Canada, un « Plan d'action pour l'Afrique » dont les grandes lignes ressemblent à s'y méprendre à la doctrine américaine. Quoi de mieux pour un pays que d'avoir sa vision reprise par une organisation transnationale ?

Se faisant l'écho de la position américaine, Monsieur Kansteiner déclare : « Nous pensons que le NEPAD est différent en ce sens que la notion de bonne gouvernance est devenue fondamentale et que les gouvernements africains vont devoir s'y conformer. Il s'ensuit que les Etats africains vont s'attendre à ce que tout Etat africain mette en pratique la notion de bonne gouvernance. C'est là quelque chose de différent, et nous pensons que c'est un nouvel élément important auquel nous sommes tout à fait favorables [...]. Nous continuerons à soutenir nos partenaires africains dans les efforts qu'ils déploient pour encourager l'engagement public au NEPAD, et nous continuerons à les consulter afin de savoir comment nous pouvons le mieux les aider à cet égard. Les gouvernements

du G8 entendent mobiliser la communauté internationale, réunir des ressources et des compétences, et créer une dynamique en faveur des objectifs du NEPAD. En tant que partenaires du G8, nous mettrons en œuvre des actions se renforçant mutuellement pour contribuer à l'accélération de la croissance africaine et faire reculer durablement la pauvreté. Notre Plan d'action porte sur un nombre limité de domaines prioritaires dans lesquels nous pouvons apporter une contribution positive collectivement et individuellement. »<sup>6</sup>

L'intégration régionale reste quant à elle à l'état de vœux pieu en Afrique. Basé sur la création d'alliances économiques regroupant plusieurs pays d'Afrique, le principe a abouti à la création de 9 organisations régionales. Le problème est que sur les 48 pays de l'Afrique subsaharienne, 26 sont membres de deux unions régionales, 15 de trois différentes et la République Démocratique du Congo (RDC) de quatre !<sup>7</sup> On comprend dès lors aisément que les Etats-Unis préfèrent traiter d'Etat à Etat en attendant que la situation se décante à ce niveau.

S'agissant des régions, l'administration américaine a fait le choix de se rapprocher d'alliés privilégiés. Les quatre bénéficiaires du discours officiel sont ceux qui sont reconnus comme ayant une influence majeure sur leurs voisins, à savoir : l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya et l'Ethiopie<sup>8</sup>. Il est intéressant de remarquer que cette approche avait en son temps été préconisée par l'APIC (Africa Policy Information Center), groupe de pression afro-américain. Sa théorie, développée dans une étude datant de 1996, se fondait sur la nécessité de soutenir les « champions » des cinq régions de l'Afrique : l'Algérie (Nord), le Nigéria (Ouest), l'ex-Zaïre (Centre), le Kenya (Est) et l'Afrique du Sud (Sud)<sup>9</sup> pour redynamiser l'action sur le continent africain.

La disparition de la République Démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) du tableau s'explique par les conflits qui y ont éclaté depuis 1997. L'apparition de l'Ethiopie peut s'expliquer par la reconnaissance du prestige dont ce pays jouit dans l'histoire. Nous verrons en troisième partie que cette apparition s'inscrit également dans le cadre plus global d'une action américaine accrue dans la région de la corne de l'Afrique. Cependant d'autres pays entretiennent ou commencent à connaître des relations privilégiées avec les Etats-Unis. Le Sénégal et le Ghana

---

<sup>6</sup> POWELL C, Conférence de presse du secrétaire d'Etat adjoint aux affaires Africaines, op.cit.

<sup>7</sup> AMAOKO K., Accelerating the Pace of Regional Integration in Africa : The Challenges Ahead, 4 mars 2002, sur [www.uneca.org/eca\\_ressources](http://www.uneca.org/eca_ressources).

<sup>8</sup> Ces pays sont mentionnés sur le site officiel de l'action de la Maison Blanche en matière Africaine.

<sup>9</sup> Voir BOOKER S, Thinking Regionally Priorities for US toward Africa, [www.africaaction.org/bp/regional.htm](http://www.africaaction.org/bp/regional.htm) mars 1996.

jouissent de certaines faveurs en raison de l'effort de bonne gouvernance. Bill Clinton a d'ailleurs visité ces pays lors de sa tournée africaine de 1998. L'Ouganda et le Rwanda sont quant à eux courtisés pour leur rôle important dans la région des grands lacs. L'Angola est lui aidé par les Etats-Unis principalement en raison de l'existence de pétrole, nous l'évoquerons plus tard. Les pays qui viennent d'être cités se trouvent en bon ordre sur la liste des aides bilatérales américaines.

Table 1 : Bénéficiaires d'Aide Publique au Développement en Afrique

Exprimés en millions de dollars, par année fiscale américaine (FY)

	<u>FY2003</u>	<u>FY2002</u>	<u>FY2001</u>	<u>FY2000</u>
Nigeria	66.2	55.6	54.3	27.5
Ouganda	62.9	56.9	49.9	47.1
Afrique du Sud	62.4	54.5	50.0	46.7
Zambie	50.3	42.6	37.1	27.8
Ethiopie	50.0	45.9	40.6	37.7
Kenya	46.7	40.1	33.2	28.3
Mozambique	45.5	41.0	44.4	45.1
Ghana	39.7	34.5	35.3	35.7
Mali	33.0	32.8	34.5	34.7
Tanzanie	32.9	24.8	21.1	23.8
Malawi	30.9	28.6	28.0	29.7
Sénégal	28.4	27.7	23.7	22.5
Soudan	22.3	11.4	4.5	0
Congo (DRC)	21.5	21.3	20.1	9.8
Guinée	20.7	18.6	18.5	18.6
Rwanda	18.2	15.6	14.2	14.1
Zimbabwe	18.1	11.2	12.8	12.1
Madagascar	17.5	18.2	19.4	16.0
Bénin	12.3	14.6	13.9	13.9
Erytrée	8.5	10.3	10.1	8.8
Angola	7.4	10.7	10.0	9.0
Namibie	5.5	6.8	9.9	9.2
Liberia	5.2	5.2	7.6	6.7
Burundi	4.0	3.5	0	0
Sierra Leone	3.9	3.7	5.0	1.0
Somalie	2.9	3.0	3.0	0

Source : Rapport au Congrès Africa: U.S. Foreign Assistance Issues IB95052 du 3 décembre 02

Un point plus délicat est l'activité diplomatique déraisonnable actuellement exercée vis-à-vis des trois membres du Conseil de sécurité de l'ONU (Angola, Cameroun, Guinée). Walter Kansteiner, par des voyages incessants dans la région, et Colin Powell, par des réunions en marge du Conseil de sécurité, n'ont eu de cesse de rencontrer les officiels de ces Etats. Il reste à espérer que ces relations privilégiées, ainsi créées ou réaffirmées, connaîtront un lendemain après

débats sur l'Irak au Conseil de sécurité de l'ONU. On se croirait revenu au temps de la guerre froide<sup>10</sup>.

En résumé, on peut dire que l'action diplomatique s'exerce au travers de partenaires privilégiés, le but étant de renforcer les liens là où ils semblent porter leurs fruits pour les Etats-Unis. Le bénéfice que l'administration américaine espère en retirer est noble en termes de bonne gouvernance et de démocratie, mais certainement intéressé.

## 2. Une volonté d'intégrer l'Afrique dans l'économie mondiale

« Le troisième gros obstacle qui se pose au développement de l'Afrique, ce sont les barrières commerciales qu'érigent les pays riches, mais également l'Afrique, et qui empêchent la vente de produits africains. »<sup>11</sup>

Le message est clair et n'a pas besoin d'être décodé : si l'Afrique abaisse ses barrières douanières et accepte de rentrer dans le grand commerce mondial, elle aura le soutien des Etats-Unis. C'est dans cet ordre d'idée que fut votée sous Clinton la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA). Puisqu'elle fut votée par un Congrès républicain et qu'elle en défend l'idéologie, sa promotion fut renforcée sous l'administration actuelle. Des propres termes de George W. Bush : « Mon gouvernement appuie vigoureusement les efforts menés au Congrès afin de renforcer l'AGOA. »

D'après l'administration américaine, l'AGOA a eu pour effet d'accélérer le commerce avec l'Afrique. « L'ensemble des produits en provenance de l'Afrique subsaharienne sont maintenant en mesure d'arriver sans barrière douanière sur le continent américain. Les importations aux Etats-Unis de marchandises en provenance d'Afrique ont augmenté de 61,5 % ces deux dernières années. »

Un regard plus profond sur les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique indique cependant le peu de marge entre le progrès, tel qu'il est décrit par l'administration américaine, et la stagnation économique. S'il est vrai que les exportations de certains pays vers les Etats-Unis ont fort augmenté (Kenya, Madagascar, Lesotho et l'île Maurice), il est malheureusement tout aussi évident que la majeure partie de ces importations ne concerne que deux domaines : le pétrole (64% du total des exportations africaines vers les Etats-Unis) et les minerais (7%). Un regard sur l'annexe 2 est édifiant. Il est aussi intéressant de

---

<sup>10</sup> Voir Washington courtise les indécis, dépêche AFP du 21 février 2002.

relever que l'argent généré par le commerce du pétrole a (si on s'attache aux chiffres globaux) évité à l'Afrique subsaharienne de suivre le mouvement de dépression économique qui a caractérisé le monde. La croissance mondiale a en effet diminué de 3,8 à 1,3 % en 2000 alors qu'en Afrique elle était passée de 3 à 2,7. Le FMI a d'ailleurs relevé que c'était la première fois depuis 5 ans que l'Afrique subsaharienne avait une croissance supérieure à celle du monde en général.

L'AGOA, malgré les déclarations officielles américaines, ne fait toujours pas décoller l'Afrique d'un point de vue économique. D'après le troisième rapport annuel sur le commerce et l'investissement américain avec l'Afrique subsaharienne les investisseurs étrangers quittent le continent. Seulement 7,7% des activités au profit des pays en développement se sont dirigées vers l'Afrique. Pire, sans la vente d'une compagnie sud-africaine à une entreprise britannique, les flux auraient diminués de 10 % par rapport à 2000<sup>12</sup>. TransAfrica, groupe de pression basé à Washington dénonce cet état de fait. Même si l'AGOA a développé le travail dans certains pays, ce mouvement n'a pas respecté certains droits élémentaires, comme la protection de l'individu, du travail ou de l'environnement. L'exemple du Lesotho est éloquent : grâce à l'AGOA, 15000 emplois y ont été créés pour la confection de jeans mais actuellement les travailleurs commencent à se plaindre des longues heures de travail et des bas salaires. Ce à quoi les défenseurs de l'AGOA répondent qu'il est préférable d'avoir un travail à horaires lourds et salaires bas que pas de travail et pas de salaire !

Une anecdote, en faveur celle-ci de l'AGOA, vient de Rosa Whitaker, ancienne représentante du commerce américain pour l'Afrique : « Ce que j'entends quand je suis ici [en Afrique] c'est que les Africains veulent plus de commerce. Vous devriez parler de ces femmes qui grâce à leur salaire ont aidé à la construction d'écoles et l'éducation des enfants dans leur village ». Dans le même ordre d'idée, un avertissement du département d'Etat a été envoyé au gouvernement du Swaziland le menaçant de l'exclure de l'AGOA si les infractions en matière de respect des droits du travail n'étaient pas réparées.

Le commerce qu'apporte l'AGOA n'est certainement pas du type à favoriser le développement de l'homme par rapport à son milieu. Il a cependant le mérite d'essayer d'implanter un modèle commercial connu des américains et de donner

---

<sup>11</sup> Discours de George W. Bush au dîner du Sommet Leon Sullivan op. cit.

<sup>12</sup> US International Trade Commission, U.S. Trade and Investment With Sub-Saharan Africa, troisième rapport annuel, Washington, décembre 2002, viii.

une note d'espoir à ceux qui veulent redynamiser l'économie africaine en pariant sur ce phénomène pour déclencher le renouveau de l'Afrique.

George W. Bush avait annoncé son intention de faire coïncider le forum de janvier 2003 de l'AGOA, à l'île Maurice, avec un voyage en Afrique. Pour cause d'actualité plus brûlante ailleurs, bien qu'aucune raison n'ait été officiellement avancée, ce voyage a été reporté. Au-delà de l'anecdote il faut noter que beaucoup d'ONG qui avaient annoncé leur participation à ce forum ont annulé suite à l'annonce de report du Président Bush.

Y aurait-il un lien entre la publicité d'un tel évènement et la présence des ONG ? L'intérêt des ONG n'est-il pas de faire parler d'elles, dans un sens ou un autre, plutôt que de défendre les intérêts de ceux qu'elles sont supposées défendre ? Piste de réflexion.

### 3. Une aide sélective

Créée en 1961 sous Kennedy dans le but d'aider les pays frappés par la pauvreté et les catastrophes naturelles ainsi que de promouvoir les réformes démocratiques, USAID (United States Agency for International Development) assure actuellement la gestion des aides officielles du gouvernement vers les pays du tiers-monde et donc vers l'Afrique.

Ici encore, nous constaterons que l'aide déployée par les Etats-Unis vers l'Afrique est sélective et soumise à de nombreuses conditions qui la rendent encore plus restrictive.

Mais tout d'abord il nous paraît important de rectifier un discours répandu qui consiste à dire que l'aide bilatérale<sup>13</sup> américaine en Afrique subsaharienne est en constant déclin. Cette idée vient du fait que l'aide américaine dans cette région a décliné entre 1985 et 1997. Cette aide est descendue de 1,8 milliards de dollars en 1985 à moins de 700 millions en 1997. Ceci s'explique principalement par la fin de l'assistance militaire qui avait pris des proportions démesurées dans le milieu des années 80, guerre froide oblige.

---

<sup>13</sup> L'aide bilatérale, ou aide d'état à état ou encore assistance directe est, suivant la définition qui en est faite dans un rapport au congrès de décembre 2002 l'aide financière donnée par le gouvernement américain aux pays africains au travers d'ONG (Organisations Non Gouvernementales), d'organes contractés divers ainsi que l'aide envoyée au travers des gouvernements africains, leurs ministères et d'autres agences nationales. Cette aide est distincte de l'aide multilatérale ou l'assistance indirecte qui elle est donnée aux institutions financières internationales et agences des Nations Unies, qui à leur tour la distribue en Afrique au travers de leurs propres programmes.

On notera ici le montant de l'aide :

Table 2 : APD pour l'Afrique Subsaharienne. Demandes et Engagements US.

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Demandée	700	730	790	837	789	1001
Engagée	700	711	738	768	887	

Valeurs exprimées en millions de dollars constant 2002, les années sont les années fiscales américaines

Source : Africa : US assistance foreign issues, Congressional Research Service, 3 décembre 2002

« Le succès dans l'économie mondiale vient aux pays qui maintiennent une discipline fiscale, ouvrent leurs frontières au commerce, privatisent les entreprises de l'Etat inefficaces, dérèglent le marché domestique et investissent dans la santé et l'éducation de leurs peuples ». <sup>14</sup>

Dans un rapport sur l'aide étrangère et l'intérêt national <sup>15</sup>, le lien étroit entre la corruption et la mauvaise gouvernance en général est montré du doigt. Clairement, il y est écrit qu'il est impossible de créer des conditions nécessaires à un développement durable si l'Etat recevant l'aide n'a pas de structure administrative saine. Dans ce sens, les recommandations d'octroi de l'aide sont les suivantes : le niveau d'assistance doit être plus clairement lié au progrès du pays dans les domaines démocratiques; les bons résultats doivent être clairement récompensés; quand l'engagement politique dans des réformes démocratiques est absent, le gouvernement américain ne doit travailler qu'au travers d'ONG ou du secteur privé; les Etats-Unis devraient faire pression sur les organismes multilatéraux tels que la banque mondiale pour suspendre toute assistance aux mauvais gouvernements ("bad governments") ; il faut renforcer la coopération avec les autres donateurs bilatéraux pour punir tout écart de conduite ; il faut identifier et intensifier la coopération avec les Etats qui font un effort dans le sens des réformes démocratiques.

Un autre domaine d'action de l'administration américaine est la mise en avant du secteur privé. Le « Sovereign Credit Rating » (SCR), sorte de certificat de bonne mœurs des pays africains, abonde dans ce sens. Des termes mêmes des documents officiels américains <sup>16</sup>, les SCR servent à indiquer au marché mondial la volonté des Etats de participer à l'économie globale en ouvrant leurs comptes, en

<sup>14</sup> BUSH G., Discours à la Banque mondiale, 17 juillet 2001.

<sup>15</sup> Foreign Aid in the National Interest : Promoting Freedom, Security and Opportunity, USAID, Washington, janvier 2003.

<sup>16</sup> Voir Sovereign Credit Rating for Sub-Saharan Africa sur [www.state.gov/p/af/scr/](http://www.state.gov/p/af/scr/) et également sur l'explication des critères de sélection : Fitch Sovereign Ratings sur [www.state.gov/p/af/rls/rpt/12354.htm](http://www.state.gov/p/af/rls/rpt/12354.htm).

maintenant la transparence et en adoptant des réformes libérales. Dès à présent quatre pays africains (Botswana, Ile Maurice, Sénégal et Afrique du sud) disposent de ce certificat. L'objectif de l'administration est d'étendre ce programme à vingt pays d'Afrique.

Nous verrons plus loin les efforts, assortis de conditions, qui sont envisagés dans le cadre du Millenium Challenge Account. Pour tenter d'être le plus complet possible dans ce chapitre, deux efforts doivent être encore mentionnés : l'aide alimentaire et l'initiative sur les pays pauvres très endettés (PPTTE). Cette dernière est à encadrer dans un effort global et les écrits et débats sur la suppression pure et simple de la dette des pays africains sont nombreux. Les Etats-Unis ont expliqué que leur approche vise à garantir qu'aucun pays résolu à effectuer des réformes fondamentales ne conserve un fardeau d'endettement qui l'empêche de répondre aux besoins vitaux de sa population ni de promouvoir la croissance. A cette fin, ils ont annoncé une initiative majeure de réduction de la dette qui comprend des volets de réduction plus nette et plus rapide de la dette et l'inclusion de pays supplémentaires dans les programmes de désendettement existants. Cette proposition soumise à la communauté internationale pourrait entraîner l'annulation de 70 milliards de dollars de plus en dette internationale. Le débat sur l'annulation de la dette fait rage mais à l'heure actuelle, même si certaines initiatives semblent porter des fruits, aucune solution globale n'a été mise en avant.<sup>17</sup>

L'aide alimentaire est quant à elle une priorité de l'action américaine qui, avec 60% des dons, est le plus gros donneur mondial dans ce domaine. Le discours reste également le même que celui en matière d'aide économique. On assiste malheureusement à des tentatives d'implantation sauvage d'OGM dans certains pays. Un exemple : la Zambie a refusé catégoriquement le 6 novembre 2002 l'aide alimentaire américaine au motif que les denrées proposées sont des OGM<sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> Voir sur ce thème le rapport de BIRDSALL N., CLAESSENS S. et DIWAN I. Will HIPC Matter? The Debt Game and Donor Behaviour in Africa, Discussion Paper No. 2002/50, World Institute for Development Research, mai 2002.

<sup>18</sup> COLETTE, E, Les grains de la colère, L'intelligent du 11 novembre 2002.

#### 4. Une coopération militaire et sécuritaire sans engagements

Longtemps dénoncée comme étant inexistante ou limitée, l'action militaire américaine en Afrique est certainement discrète. La diversité des initiatives, des programmes et même des commandements militaires qui ont trait au continent africain explique le sentiment de non engagement qu'un observateur neutre pourrait en retirer. Nous allons dans cette partie lister les différentes initiatives américaines dans le but de pouvoir en souligner les tendances.

La responsabilité de conduite des opérations en territoire Africain, en ce compris les exercices et l'entraînement, les opérations humanitaires, le maintien de la paix, l'évacuation de civils en temps de crise et les opérations spéciales, est du ressort des grands commandements américains. Sorte de proconsulat de l'empire romain, ces commandements sont répartis entre les différentes régions du monde. Suivant une division administrative qui est souvent décriée comme un frein à la création d'un commandement militaire en Afrique, la plupart des pays africains sont dans la zone de responsabilité du commandement des Etats-Unis en Europe<sup>19</sup>. Certains pays de l'est du continent africain sont sous la responsabilité du commandement central<sup>20</sup>; le commandement du Pacifique<sup>21</sup> couvre lui les Comores et Madagascar en plus de l'océan indien. La plupart des ventes d'arme, a lieu au travers de l'agence de coopération en défense et sécurité<sup>22</sup>, et consiste en une panoplie d'armes légères. Viennent ensuite tous les programmes qui touchent de près ou de loin l'action militaire. Le programme d'éducation et de formation militaire internationale (International Military Education and Training – IMET dans son acronyme anglais) est destiné à fournir aux officiers une formation de base aux Etats-Unis. L'assistance à l'entraînement aux opérations de crise en Afrique (Africa Contingency Operations Training Program - ACOTA) est le programme créé au printemps de 2002 en remplacement de l'initiative de la réponse aux crises africaines (African Crisis Response Initiative - ACRI). Depuis 1996, date de création de l'ACRI, 8600 soldats africains du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Kenya, du Malawi, du Mali, du Nigeria, du Sénégal et de l'Ouganda ont bénéficié de ce programme. Il s'agit d'un entraînement donné pendant 60 jours par des unités des forces spéciales américaines aux opérations de maintien de la paix

---

<sup>19</sup> U.S. European Command (qui couvre aussi l'Europe et tous les pays de l'ancienne Union des Républiques Socialistes Soviétiques).

<sup>20</sup> U.S. Central Command (Egypte, Soudan, Erythrée, Ethiopie, Djibouti, Soudan, Kenya et Seychelles).

<sup>21</sup> U.S. Pacific Command.

<sup>22</sup> U.S. Defense Security Cooperation Agency, qui est sous l'autorité du Bureau des Affaires Africaines auprès du Secrétariat de la Défense pour les Affaires Sécuritaires Internationales.

et aux tactiques d'infanterie légère. Les montants associés sont de l'ordre de 10 à 15 millions de dollars. Il est prévu que l'ACOTA s'occupe des pays précités avec un nouvel accent sur les opérations offensives.

Le programme régional africain de maintien de la paix (Africa Regional Peacekeeping Program - ARP) est, comme son nom l'indique, orienté vers le maintien de la paix régional. Divers axes actuels : le Nigeria, le Sénégal et le Ghana ont bénéficié de ce programme dans le cadre de la MINUSIL en Sierra Leone ; des aides ont été également données à l'armée guinéenne pour le déploiement le long de la frontière du Libéria ; ailleurs, des crédits destinés aux opérations de maintien de la paix en DRC, Burundi, Soudan et sur la frontière Ethiopie Erythrée ont été donnés. A terme, des exercices de coalition des différents Etats africains seront menés sous le contrôle du commandement européen américain pour améliorer l'interopérabilité des acteurs africains dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. L'ARP reçoit entre 30 et 40 millions de dollars par an.

Les Etats-Unis n'ont pas de bases militaires en Afrique, mais obtiennent généralement les permissions d'utilisations des installations locales nécessaires, comme c'est le cas actuellement à Djibouti. Un seul accord formel existe avec le Kenya et ce depuis 1980, pour l'utilisation du port de Mombassa et des pistes d'Embakasi et de Nanyuki. Ces installations ont d'ailleurs été utilisées pendant les événements en Somalie entre 1992 et 1994. Le reste de l'implantation américaine n'existe officiellement pas. On peut néanmoins se poser des questions sur l'agrandissement d'une piste au Botswana, qui est maintenant capable d'accueillir les plus gros avions de transport américains alors que ce pays n'opère que des avions légers. Des bruits vont bon train également sur la construction d'une base navale sur l'île de Sao Tomé et Príncipe, mais rien d'officiel n'existe à ce sujet.

Complétant la panoplie des programmes militaires américains tels qu'ils sont mis en œuvre partout dans le monde, nous avons placé en annexes 5, 6 et 7 les montants des programmes de financement militaire, de vente d'équipement par la voie militaire et de ventes commerciales d'équipement militaire.

Initiative plus académique, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (Africa Center for Strategic Studies – ACSS) est un forum réunissant aux Etats-Unis des centaines de décideurs politiques et militaires africains et américains, d'universitaires, de chercheurs, de représentants d'ONG. Ceux-ci sont certes invités à débattre des problèmes de sécurité, mais aussi à nourrir la réflexion de

l'administration Bush à propos de l'Afrique. La présence lors du dernier congrès organisé à Washington, en décembre 2002 de personnalités comme Jendayi Frazer, conseillère spéciale de George W. Bush pour l'Afrique, Amadou Toumani Touré, ancien chef de l'Etat malien, ou Lamine Cissé, ancien ministre sénégalais, mais aussi d'officiers supérieurs de haut rang et de nombreux ambassadeurs africains accrédités à Washington en dit long sur la portée politique de ce type de réunion.

Une nouvelle fois, s'agissant de l'action officielle, on ne peut pas dire que les Etats-Unis soient absents militairement du continent africain. Il nous faut cependant remarquer que cette action s'est orientée vers certaines des parties à des conflits ouverts en Afrique. Ainsi, 111 des 227 millions de dollars d'armes et d'entraînement militaires distribués en Afrique, entre 1989 et 1998, ont été acheminés vers des pays tels que l'Angola, le Burundi, la Namibie, la RDC, le Rwanda, le Soudan, le Tchad, l'Uganda et le Zimbabwe<sup>23</sup>. Il est encore plus troublant de constater que ces pays, et surtout ceux de l'Afrique centrale, sont les principaux bénéficiaires des programmes mentionnés précédemment alors que leur implication dans le conflit de la RDC n'est plus à démontrer. Ceci est certainement à lier avec l'action des lobbys de l'armement, dont nous parlerons dans la deuxième partie.

En dehors de ces considérations, nous pouvons conclure sans nous tromper que ces programmes soulignent la volonté de l'administration américaine de s'engager sans s'engager et de favoriser la prise en charge par les africains eux-mêmes de leurs problèmes et des opérations de soutien de la paix en particulier. Il ne fait aucun doute que cette prise en charge favorise les intérêts américains dans la région : stabilité économique et politique. Mais si ces objectifs se réalisent sur l'ensemble du continent, quel africain viendra s'en plaindre, si ce n'est le dictateur, le trafiquant ou le terroriste ?

---

<sup>23</sup> HARTUNG W. et MOIX B., *Deadly Legacy: U.S. Arms to Africa and the Congo War*, World Policy Institute, New York, janvier 2000, pp. 8-10.

### III. Les accents récents

#### 1. Lutte contre le terrorisme

« L'Amérique est moins menacée par des Etats conquérants que des Etats décomposés (failed states). »<sup>24</sup>

« Il y a une vingtaine d'Etats faillis dans le monde. Un des plus importants d'entre eux est l'Afghanistan. La Somalie n'a pas eu de gouvernement depuis 10 ans. Devinez où Al-Qaida a envoyé ses troupes ? Où se sont réfugiés Ben Laden et Al-Qaida avant de s'installer en Afghanistan ? Un autre Etat décomposé est le Soudan. La notion du fait que les Etats décomposés n'ont rien à voir avec la stratégie nationale de sécurité est une aberration. Il y a un lien direct. Le Président l'a dit clairement et je ne comprends pas pourquoi plus de gens ne lisent la NSS. »<sup>25</sup>

« Enfin, si les Africains veulent réaliser leur rêve d'un avenir plus prometteur et plus prospère, ils devront se délivrer de la guerre et du terrorisme. Un grand nombre d'États d'Afrique apportent des contributions réelles à la guerre mondiale contre le terrorisme, en particulier mon ami le président Obasanjo [du Nigeria]. »<sup>26</sup>

Les gouvernements de l'Afrique subsaharienne ont presque tous condamné les attaques perpétrées le 11 septembre 2001 contre les États-Unis. Ces gouvernements ont promis de soutenir la lutte contre le terrorisme. Outre la coopération bilatérale avec les États-Unis et au sein de la coalition mondiale, des organisations multilatérales telles que l'union africaine (UA) et la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC dans son acronyme anglais) se sont engagées à appuyer la lutte contre le terrorisme. En Afrique, la plupart des attentats terroristes sont le résultat de tensions internes et du débordement de guerres régionales. Des mouvements rebelles et des groupes d'opposition emploient des tactiques terroristes pour la poursuite de leurs objectifs politiques, sociaux ou économiques.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont fait prendre conscience de la menace globale que constituait, sur ce vaste continent, des foyers de tension latents. Washington a subi de nombreux revers en Afrique. En Somalie, au début de la décennie 90, puis au Kenya et en Tanzanie où ses ambassades ont été les

---

<sup>24</sup> Bush, G. W., National Security Strategy, op. cit.

<sup>25</sup> Natsios S., Discours d'introduction du Rapport USAIDS, Heritage Foundation, Washington, 7 janvier 2003.

<sup>26</sup> Bush, G. W., discours devant le forum de l'AGOA, décembre 2001.

cibles d'attentats particulièrement meurtriers, en 1998. La situation du continent, l'état de ses infrastructures, de ses administrations, sa perméabilité aux trafics, en ont fait, en l'espace de quelques années, le terrain idéal à la préparation d'attaques anti-américaines.

Certains critiques de ce regain d'intérêt pensent que le continent risque d'être encore plus marginalisé qu'il ne l'était à la veille du 11 septembre, au profit d'une priorité pour la lutte contre le terrorisme et le blanchiment de l'argent douteux. Comme pendant la guerre froide, l'obsession géostratégique et sécuritaire l'emporterait sur l'aide au développement, et la Realpolitik sur la démocratie<sup>27</sup>. La montée en puissance, à Washington, du Pentagone et de la CIA au détriment du département d'Etat devrait ainsi se traduire par une réorientation d'une partie des fonds de l'aide vers la collecte du renseignement dans les pays cibles : Somalie, Soudan, Kenya, voire Libye. Les premiers à pâtir de ce changement de cap seraient sans doute ceux où se déroulent des conflits d'intérêt stratégique «mineur» comme la RDC. Les régimes kenyan et éthiopien, fers de lance de la lutte anti-islamiste dans la corne de l'Afrique, ou soudanais, subitement passé du statut de «voyou» à celui d'allié fréquentable, ont été les premiers à bénéficier de ce changement d'attitude. Sur ce point, la similitude avec la période de la guerre froide, pendant laquelle seul comptait le degré d'anticommunisme des pouvoirs en place, est frappante.

Outre la guerre contre Al-Qaida et ses émules, les États-Unis font pression en faveur d'un nettoyage le plus exhaustif possible des circuits de blanchiment de l'argent sale, dans la mesure où ils alimentent les réseaux terroristes. Une vingtaine d'entreprises, de banques, de sociétés d'import-export au Soudan et en Somalie ont été inscrites sur une « liste rouge » et, pour la plupart, fermées. Plus généralement, c'est l'ensemble des circuits financiers de l'Afrique de l'Est liés au système bancaire des pays du Golfe, qui a été placé sous haute surveillance.

On le voit, la conséquence des attentats sur la politique de l'administration américaine est mitigée. On peut en dégager la volonté renforcée de s'engager dans la lutte contre les foyers de tensions et les réseaux de trafiquants. Ce nouvel accent se retrouve dans la région de la corne de l'Afrique, nous le verrons plus loin. Le passage de l'intention à l'acte semble s'opérer (accords de paix au Soudan, en RDC, et règlements de conflits frontaliers en plus des actes administratifs mentionnés). Le problème est qu'il s'accompagne d'effet inverse car

des décisions de réorientations de politique soudaines sont prises dans la précipitation et sous la pression de l'obligation de résultats (l'exemple du Soudan est frappant, bien que sur ce sujet, des débats sont en cours<sup>28</sup>). L'influence des groupes de pressions africains ou industriels pour appuyer ou annuler certaines politiques par l'utilisation d'arguments basés sur la lutte contre le terrorisme n'est certainement pas des plus bénéfiques non plus.

## 2. Augmentation des budgets d'aide (MCA, HIV, Education)

L'un des plus gros obstacles auxquels se heurte le développement en Afrique est le SIDA. Quelques chiffres sont édifiants en la matière.

L'Afrique subsaharienne a été le continent le plus touché par cette pandémie. Fin 2002, 29,4 millions de personnes y vivaient avec le virus alors qu'elles étaient 28,5 en 2001. On estime qu'une nouvelle population de 3,5 millions d'êtres humains a été infectée en 2002, ce qui fait que l'Afrique, qui compte 10% de la population mondiale, a le triste privilège de compter en ses rangs 70% des êtres infectés par le SIDA. Le degré d'infection de la maladie y est également le plus important du globe avec 8,8% comparé au 1,2% mondial. On estime que 22 millions d'africains ont perdu la vie à cause du SIDA. En 2020, 55 millions supplémentaires devraient compléter ce nombre. Le SIDA a tué plus que l'ensemble des conflits armés en Afrique.

Pour l'administration américaine, la lutte contre le SIDA peut se dérouler en trois volets : la prévention, la lutte contre la maladie et la réduction des effets de la maladie sur l'économie des pays. Ce troisième volet est d'importance car l'effet du SIDA sur la population active est dévastateur. Dans ce cadre, l'administration américaine a décidé de concentrer son aide sur certain pays, estimés par elle les plus touchés ou qui disposent de l'infrastructure médicale pouvant le mieux, toujours d'après ses critères accepter l'aide médicale. USAID est l'agence chargée de coordonner les efforts sur ce point.

L'engagement supplémentaire des américains portant sur 500 millions de dollars est d'après eux « l'initiative la plus importante jamais prise par un gouvernement afin de prévenir la transmission du SIDA de la mère à l'enfant »<sup>29</sup>. Il

---

<sup>27</sup> Voir PENINOU J.-L., Un redéploiement stratégique dans la Corne de l'Afrique, *Le Monde Diplomatique*, décembre 2001, p. 20-21 disponible sur <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/12/PENINOU/15940>.

<sup>28</sup> Voir DAGNE, T., *Sudan : Humanitarian Crisis, Peace Talks, Terrorism, and US Policy*, Issue Brief for Congress, IB98043, Librairie du Congrès, Washington, mise à jour du 23 janvier 2003.

<sup>29</sup> Discours de George W. Bush au dîner du Sommet Leon Sullivan op cit.

faut savoir que ces fonds s'ajoutent à environ un milliard de dollars versés en appui aux efforts internationaux visant la lutte contre le SIDA, aux 2,5 milliards de dollars, non confirmés, mais qui devraient être consacrés à la recherche et à la mise au point de nouveaux médicaments et de nouveaux traitements, et aux 500 millions de dollars au fonds mondial de lutte contre le sida et autres maladies infectieuses. Sur le plan des résultats, les succès les plus probants de l'action américaine ont été remportés en Uganda où le taux d'infection des femmes enceintes en région urbaine est passé de 29,5 % en 1992 à 5% en 2001<sup>30</sup> ou encore en Zambie. Il est cependant troublant de constater que l'aide en provenance des Etats-Unis est distillée vers les mêmes pays que l'aide économique.

Un très mauvais rôle a également été joué par le lobby pharmaceutique américain qui s'est opposé au début de la lutte contre le SIDA à la livraison de certains médicaments ou de licence de fabrication sous le prétexte de la protection des droits intellectuels. Il est cependant à noter qu'un ordre exécutif de Bill Clinton<sup>31</sup> a remédié à ces tracas et que malgré les efforts des lobbys déployés auprès de l'administration républicaine, il a été décidé que l'Afrique subsaharienne ne devrait s'occuper de droits intellectuels qu'après 2015.

Malgré ces efforts, et même si l'on peut admettre que les Etats-Unis jouent un rôle pilote dans la lutte contre le SIDA, il est également admis que cette aide est insuffisante à tous les niveaux<sup>32</sup>.

Pour les Etats-Unis, le manque d'éducation est un autre obstacle auquel se heurte l'Afrique. L'administration Bush a, à ce titre, prévu de doubler - pour atteindre 200 millions de dollars - les fonds réservés à l'initiative lancée l'année dernière afin d'améliorer l'enseignement primaire et la formation des enseignants en Afrique.

« L'éducation est l'assise du développement et de la démocratie dans toutes les cultures, dans tous les continents. Aussi, œuvrerons-nous afin de donner aux enfants africains les avantages de l'alphabétisme et de l'apprentissage pour qu'ils puissent bâtir l'avenir de l'Afrique. »<sup>33</sup>

Un troisième et dernier point des actions nouvelles sous l'administration Bush est le « Millenium Challenge Account » (MCA). Lancé dans la mouvance des

---

<sup>30</sup> Voir le site UNAIDS, AIDS Epidemic Update, décembre 2002 sur [www.unaids.org/hivaidinfo](http://www.unaids.org/hivaidinfo).

<sup>31</sup> CLINTON W., US President executive order on AIDS Drugs, disponible sur [www.us-mission.ch/press2000/0510aidsdrugs.html](http://www.us-mission.ch/press2000/0510aidsdrugs.html).

<sup>32</sup> GELLMAN B. The Global Response to AIDS in Africa, Washington Post, 5 juillet 2000.

<sup>33</sup> Discours de George W. Bush au dîner du Sommet Leon Sullivan op cit.

initiatives prise par l'ONU en faveur des pays en développement (millenium challenge goal - MCG<sup>34</sup>) le MCA est, des mots du secrétaire d'Etat, <sup>35</sup> « la plus importante augmentation de l'aide des États-Unis à l'étranger depuis au moins 30 ans. Lorsqu'il sera pleinement mis en œuvre dans trois ans [...] le compte du millénaire représentera une augmentation globale d'environ 50 % de notre budget de l'aide à l'étranger. Mais ce qui sera différent, et il est important de garder cela à l'esprit, c'est que ce programme ciblera les pays et les dirigeants qui se seront engagés envers la démocratie, l'état de droit et la liberté économique. [...]Ce nouveau compte sera consacré à des projets dans des pays qui gouvernent justement, qui investissent dans leur peuple et qui encouragent la liberté économique.». L'effort est incontestablement conséquent, quoique insuffisant comme ne cessent de le répéter les partisans à l'abolition de la dette de l'Afrique. D'autres commentateurs ajoutent que : « le soutien financier est officieusement conditionné à l'adhésion aux grandes orientations stratégiques américaines. Les États-Unis s'en défendent et affirment que « la poursuite de l'aide ne dépendra que de la performance du pays concerné ». Reste que c'est par une nouvelle agence (la millenium challenge corporation), présidée par le secrétaire d'État Colin Powell et dont la création a été annoncée la semaine dernière, que transiteront les 5 milliards de dollars de « bons points ». »<sup>36</sup>

Que l'on se place du côté des gens favorables ou des détracteurs de la politique africaine des Etats-Unis, une première constatation s'impose.

Amorcée sous Bill Clinton, une politique en faveur du développement du continent africain est officiellement mise en avant. Sous l'impulsion de l'administration républicaine, cette politique devient plus systématique et les tendances budgétaires quant à l'aide directe ou indirecte s'inversent positivement. Mais n'est-ce qu'une façade que tout ceci et la politique déclarée n'est-elle pas à inscrire dans le continuum des actions qui ont marqué l'absence de politique africaine pendant presque l'entièreté du vingtième siècle ? C'est ce que nous allons tenter de relever en analysant dans la partie qui vient les déterminants de la politique étrangère américaine, appliqués à l'Afrique ou pris dans un cadre plus large.

---

<sup>34</sup> Lire l'article de Kofi ANNAN, Do look now, the world's getting better, dans the world in 2003, The Economist, p. 89.

<sup>35</sup> POWELL C., discours lors d'un séminaire organisé au sujet du développement africain le 9 septembre 2002.

<sup>36</sup> KAPPÈS-GRANGÉ A., Bush dicte sa loi, L'intelligent, 2 décembre 2002, disponible sur [www.jeunafrique.com](http://www.jeunafrique.com).

## DEUXIEME PARTIE

### Histoire, idéologie, phobie et puissance

#### I. L'anti-colonialisme américain

##### 1. Histoire du continent africain

L'étude complète de l'histoire de l'Afrique depuis ses origines à nos jours sort du cadre de ce mémoire. Il semble cependant important de reprendre les étapes principales de cette évolution.

L'homo sapiens est apparu dans l'Afrique subsaharienne il y a deux cent mille ans. Le peuple bantou, de l'Afrique de l'ouest, a entamé une grande migration à partir de deux mille avant Jésus Christ, suivant la ligne dessinée par le Sud du Sahel. Il aboutit à une région située au sud de l'Ouganda. Le brassage interethnique qui remonte à cette époque expliquerait certains des conflits actuels. Il est à présent acquis que jusqu'au début de l'exploration du continent par les européens, quarante-sept millions d'africains vivaient sur le continent. Ayant découvert le fer depuis cinq cents ans avant Jésus Christ, ils vivaient d'élevage et de cueillette et certains groupes ou tribus commençaient à se rassembler pour former des royaumes<sup>37</sup>.

L'origine de l'esclavagisme remonte au début du quinzième siècle et dura presque quatre cents ans. D'après les estimations, dix à treize millions d'africains furent déportés vers l'Amérique du Nord, mais aussi et surtout le Brésil et les Caraïbes. La traite des noirs culmina au dix-huitième siècle, quand les plantations de coton américaines connurent un grand développement. A cette époque les déportations annuelles atteignaient les cent mille esclaves par an. A partir de 1820, avec l'aide de la marine américaine, l'« American Colonization Society » initia le mouvement inverse en aidant d'anciens esclaves à s'installer sur les côtes de l'Afrique de l'ouest. C'est ainsi qu'en 1847 fut déclarée l'indépendance du Liberia. Les anciens esclaves qui s'y étaient installés ne firent cependant pas mieux que les marchands locaux car ils conquièrent des peuples et des territoires à l'aide d'armes à feu, et instaurèrent un régime comparable à celui qu'ils avaient

---

<sup>37</sup> Informations extraites de COPSON R., Africa Background, rapport CRS pour le Congrès RL30029, 5 janvier 2001, pp. 2-4.

subis en Amérique<sup>38</sup>. L'esclavagisme fut aboli entre 1850 et 1860 dans les divers Etats américains. L'effet qu'il laissa sur la société africaine fut ravageur. Non seulement des populations avaient été déportées, mais les autochtones avaient aussi été armés par les marchands d'esclaves, créant de ce fait une nouvelle classe de « puissants idiots ». Alors que des royaumes étaient à nouveau en train d'émerger à l'intérieur des terres, des « empires de second ordre » venaient en contester l'autorité. L'empire de Zanzibar, qui vers 1870 s'étendait des côtes du Kenya au Lac Victoria en est un bon exemple.

Mais un choc supplémentaire vint secouer l'Afrique à cette époque : la colonisation. Alors que les marchands européens s'étaient jusque là contentés d'installer des comptoirs sur les côtes Africaines, une course frénétique à la conquête des territoires vers l'intérieur du pays s'engagea entre les grandes puissances de l'époque (Angleterre, France, et Prusse). A l'origine freinée par les pouvoirs centraux de ces pays, cette course s'accéléra suite à l'apparition de certains facteurs, dont la découverte de matières premières (diamant et or en Afrique du Sud en 1881 et 1885) et l'évangélisme n'étaient pas des moindres. Les édiles africains, après avoir essayé de résister à cette imposition de pouvoir, durent courber l'échine et accepter des bouleversements de l'ordre tribal établi pour pouvoir survivre. La conférence de Berlin (1884-1885) scella définitivement les frontières imposées par le colonialisme et consacra les vainqueurs que furent les grandes puissance de l'époque ainsi que le Portugal et Léopold II, roi des belges qui su, avec l'aide des Etats-Unis et de leur Président Chester Arthur faire reconnaître ses droits sur l'immense territoire du Congo.<sup>39</sup>

Toute l'Afrique subsaharienne, à l'exception de l'Ethiopie et du Liberia était colonisée<sup>40</sup>.

Ce qui nous intéresse à ce stade dans ce survol historique est de souligner ce que certains américains considéraient à l'époque comme des errements. Malgré un développement en général et une éducation de certaines élites qui devinrent par la suite chef d'Etat, les critiques des américains sur le colonialisme fusèrent concernant l'investissement limité, l'économie dirigée au profit de la métropole, certains abus des droits de l'homme et des divisions administratives - à

---

<sup>38</sup> BOHANNAN P. et CURTIN P., *Africa and Africans*, 4ème édition, Waveland Press, Prospect Heights, Illinois, 1995, p. 221-222.

<sup>39</sup> Ce partage arrangeait bien les grandes puissances de l'époque et en particulier l'Angleterre. Sur le rôle Léopold II, voir HOCHSCHILD A., *King Leopold's Ghost*, Houghton Mifflin, New York, 1998.

<sup>40</sup> Le lecteur trouvera en annexe 8 une infographie du Monde Diplomatique sur le sujet.

l'origine des conflits ethniques actuels. Ceci explique le sentiment anti-colonialiste marqué de l'époque<sup>41</sup>.

La seconde guerre mondiale, au sortir de laquelle les trois anciennes puissances européennes étaient affaiblies, marqua un nouveau tournant dans l'histoire africaine.

## 2. Fin du colonialisme

Dès 1941, sous l'insistance du président Roosevelt, avait été mentionné dans la Charte Atlantique adoptée par Churchill « le droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous lequel ils veulent vivre »<sup>42</sup>. A la fin de la guerre, l'Article 73 de la Charte des Nations Unies encourage les puissances coloniales à instaurer en Afrique des gouvernements locaux et y développer des institutions démocratiques. L'opposition commença à s'organiser sur place. Certains africains, après avoir étudié en Europe et découvert le marxisme, formèrent des groupes d'activistes locaux. Après avoir essayé de retarder l'inéluctable pendant quinze ans, l'Angleterre, la Belgique et la France, sous la pression des Etats-Unis abandonnent, quelques fois dans la précipitation, leurs anciennes colonies.

Le début de l'indépendance est prometteur pour ces pays dès lors gouvernés par des élites africaines, mais les sécessions (Katanga au Congo), coups d'Etat (Togo, Ghana) et guerres civiles vinrent vite assombrir ce destin. C'est à cette même époque, sous le mandat du Président Eisenhower, qu'est créé un bureau des affaires africaines au sein du département d'Etat américain<sup>43</sup>. Ce bureau dut d'emblée gérer la crise du Congo des années 60. Sous Kennedy, l'administration américaine essaya quelque peu de faire pression sur l'Afrique du Sud en soutenant une résolution d'embargo. Le reste des aides fournies aux régimes contestés du Zaïre et du Ghana initièrent un climat de guerre froide.

Les années 70-80 furent en effet celles de la guerre froide transposée sur le continent africain. Par l'entremise des cubains, l'Union Soviétique arma des régimes autoproclamés marxistes en Angola, en Ethiopie et au Mozambique. Pour tenter de freiner ce qui lui semblait être une prise de pouvoir soviétique sur le continent, l'administration américaine (sous Nixon et Ford) livra des armes mais

---

<sup>41</sup> Sur les conséquences néfastes du colonialisme, lire HERBST J, *States and Power in Africa : Comparative lessons in Authority and Control*, Princeton University Press, Princeton, 2000.

<sup>42</sup> MCGREGOR BURNS J., *Roosevelt: The Soldier of Freedom*, New York and London, Harcourt Brace Javanovich, 1970, p.130.

<sup>43</sup> SCHRAEDER P., *United States Foreign Policy Toward Africa: Incrementalism, Crisis, and Change*, Cambridge University Press, Cambridge, 1994.

surtout un fort soutien financier aux régimes despotiques du Zaïre, du Soudan et du Liberia, tout en laissant le soin à la France de défendre ses intérêts dans son pré carré.

Il est à noter que c'est sous Jimmy Carter que l'attention fut pour la première fois dirigée sur les droits de l'homme en Afrique et la situation désastreuse de certains Etats<sup>44</sup>. Cette attitude dut cependant vite changer face aux percées du communisme en Ethiopie et le support massif à la Somalie replongea l'administration dans sa logique de guerre froide transposée.

L'attention de l'administration Reagan fut par la suite attirée sur l'Angola, où un soutien caché fût apporté à l'UNITA, mouvement qui fut lâché quelques années plus tard. Chester Crocker, assistant au secrétaire d'Etat pour les affaires africaines essaya à l'époque la technique du marchandage : un retrait des troupes Cubaines d'Angola en l'échange de l'indépendance de la Namibie<sup>45</sup>. Cette période vit aussi un changement d'influence dans certains pays ; les Etats-Unis soutenaient l'Ethiopie et l'URSS tentait d'influencer la révolte en Somalie.

L'administration de George H. Bush (1989 – 1993) connut la fin de la guerre froide, cependant pas celle des affaires en Afrique. Le machiavélisme de l'administration américaine s'affirma en Ethiopie par le jeu de discussions en parallèle avec le régime en place et la révolution qui menèrent à une transition pacifique du pouvoir. Cette réussite diplomatique et la victoire médiatisée de la guerre du Golfe poussa l'administration Bush à lancer en fin de mandat l'opération « Restore Hope ». Le monde entier vit 30.000 soldats américains débarquer sous les caméras de CNN en Somalie. Nous en verrons les conséquences par la suite, mais cette opération marque également le retour, pour ne pas dire l'apparition, d'un discours humanitaire en faveur de l'Afrique sous une administration américaine.

Le bilan de cette période est plus que sombre pour l'administration américaine, mais il sert à expliquer le sentiment de dette qui prévaut dans certains courants de pensée d'une part ainsi que cette tendance à l'affairisme et aux unions de circonstances qui semble perdurer.

---

<sup>44</sup> C'est également sous Carter que les premiers afro américains accèdent à des postes importants dans l'administration.

<sup>45</sup> Voir CROCKER C., *High Noon in Southern Africa: Making Peace in a Rough Neighborhood*, New York, W.W. Norton, 1992.

### 3. Les lobbys et les acteurs afro-américains

Comme nous l'avons vu précédemment, une grande partie de la population noire des Etats-Unis est issue du commerce des esclaves. Les noirs qui décidèrent de rester après l'abolition de l'esclavage durent longtemps se battre pour faire reconnaître leur droit à la dignité humaine et à une ascension sociale. W.E.B. Dubois, sociologue et activiste des droits de l'homme aux Etats-Unis, est un de ceux qui a le plus participé à cette lutte au début du vingtième siècle.

Le mouvement pour la reconnaissance des droits civils de tous les américains « Civil Rights Movement » dans les années 60, sous l'égide de Martin Luther King marque l'aboutissement de cette longue quête. C'est sous sa bannière que se rallie une deuxième vague d'émigrés africains volontaires issus de la tranche la plus éduquée et influente de la population africaine (docteurs, avocats, professeurs d'université).

Il est à noter que le mouvement pour la reconnaissance des droits civils de tous les américains et la vague de décolonisation en Afrique coïncidèrent. Ce phénomène n'était pas seulement le fruit du hasard car il reposait sur un besoin de respect de droits politiques et de déterminants psychologiques égaux.

Reconnaissance ne veut cependant pas dire accès au pouvoir. Il fallu plus de trente ans pour que des gens de couleurs accèdent aux plus hauts rouages de l'Etat. Sous l'administration Clinton, Susan Rice a été nommée sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines en 1997 alors que le célèbre pasteur Jesse Jackson, un moment engagé dans la course présidentielle, faisait office d'ambassadeur exceptionnel vers certaines nations du continent Africain. Détail piquant : l'avocat noir américain Vernon Jordan, conseiller du président Bill Clinton, avait reçu en 1996, la tâche de convaincre un certain Colin Powell de rejoindre le gouvernement.

Ce même Colin Powell, ainsi que Condoleeza Rice, Jendayi Frazer et d'autres semblent indiquer l'influence importante que commence à acquérir la pensée africaine dans le processus décisionnel politique américain. Le conditionnel est cependant de rigueur car d'autres éléments peuvent expliquer l'arrivée de ces personnages à ce niveau important de pouvoir – charisme et centrisme dans le cas de Powell et pétrole dans le cas de Rice -, tandis que le poids des lobbies africains, même s'il tend à prendre de l'ampleur, ne peut pas encore être comparé à celui du lobby juif, pour ne citer que celui-là.

Ceci ne veut certainement pas dire que ce poids restera à jamais confidentiel. On a tendance à minimiser l'influence des nigériens immigrés aux Etats-Unis, sans doute parce qu'une majorité d'entre eux est naturalisée américaine. Il est cependant certain que cette communauté riche de gens éduqués envoie de plus en plus d'aide vers son pays d'origine<sup>46</sup>. Le fait que la diaspora nigérienne est en constante croissance (estimée à 650.000 avec une forte concentration dans la région de Houston) ou que de plus en plus de riches sportifs ou acteurs afro-américains s'expriment et s'engagent sur le plan humanitaire dans leur continent d'origine sont des éléments objectifs inaugurant l'émergence future d'un poids pro africain plus prononcé au sein du monde politique américain.

## II. Besoins Sécuritaires

### 1. Idéal américain bouleversé

La puissance des Etats-Unis par rapport au reste du monde représente une situation sans précédent. Cependant, sur une lancée de puissance qui dure depuis plus d'un siècle, l'Amérique semble parfois toucher le fond, comme ce fût le cas dans les années 1970<sup>47</sup>. Les Américains, si optimistes par tempérament, sont conscients des faiblesses de leur pays. La mutation économique mondiale et les nouveaux dangers stratégiques entraînent une réflexion sans cesse recommencée sur l'engagement du pays sur la scène mondiale.

Le 11 septembre a été ressenti comme un choc par le peuple américain. Alors qu'il s'attendait à dominer le monde ou plus idéalement à faire partager l'ensemble des habitants du globe du modèle parfait de société dont il dispose, le peuple américain s'est rendu compte que la machine guerrière qu'il entretenait pour défendre ou imposer son idéal ne pouvait rien contre un nouveau type de menace dont il avait été jusque là préservé.

Au-delà de la démarche guerrière et de ses conséquences en Afghanistan, les attentats du 11 septembre ont forcé les stratèges américains à revoir une partie de la doctrine sur la posture défensive. La théorie de l'empire isolé faisant intervenir ses légions pré-dispositionnées dans les différentes régions du globe,

---

<sup>46</sup> D'après Africa Action, une étude de la réserve fédérale de Chicago indiquerait que 1,3 milliards de dollars auraient été envoyés au Nigéria, soit six fois plus que l'APD ! Voir <http://www.africaaction.org/featdocs/nig2003.htm>.

<sup>47</sup> La guerre du Vietnam a traumatisé les Etats-Unis.

devait être revue. Il est apparu évident qu'il fallait se construire un réseau beaucoup plus dense de relations humaines.

L'intérêt renouvelé des Etats-Unis pour le continent africain répond aussi à une logique de protection. L'Afrique est considérée comme un continent à la dérive, instable et dangereux, victime de désordres multiples : guerres, épidémies, famines et autres fléaux. Ces maux apparaissent comme un danger potentiel, car ils peuvent générer des flux migratoires vers les pays riches voire gagner la société américaine elle-même par l'intermédiaire des liens tissés entre la communauté afro-américaine (plus de 12 % de la population) et les africains. Par conséquent, les américains considèrent qu'il convient d'asseoir leur présence en Afrique, ne serait-ce que pour enrayer les trafics d'armes, de drogue, ou les périls sanitaires.

Or donc cette position a changé, mais pas exclusivement suite au choc infligé à la nation par les attentats d'Al-Qaida. Le besoin de défendre à tout prix les intérêts de la nation au travers du monde a toujours été présent. Les images des attentats sur les ambassades du Kenya et de Tanzanie en 1998 ont renforcé ce besoin de sécurité et cette volonté de défendre les intérêts américains. Ce qu'a apporté le 11 septembre, c'est un renforcement et une accélération de ce processus. Ceci explique l'augmentation du discours et des actes officiels vers l'Afrique.

## 2. Influence des militaires

S'il est un milieu qui a toujours prôné l'intervention ou à tout le moins l'intérêt de l'Afrique, c'est celui des militaires. D'après Bruno Colson<sup>48</sup>, le cadre référentiel pour un engagement dans le Tiers Monde a été donné en 1988 par le rapport Discriminate Deterrence. Dans les recommandations pour une stratégie militaire intégrée à long terme, un nouvel accent est mis sur les conflits dans le Tiers Monde. C'est là, est-il précisé, que sont survenues toutes les guerres où les Etats-Unis ont été impliqués depuis quarante ans. Les conflits du Tiers Monde peuvent avoir un effet cumulatif défavorable sur l'accès à certaines régions, sur la crédibilité et la confiance en soi de l'Amérique<sup>49</sup>. Les Etats-Unis doivent prendre plus au sérieux les conflits de faible intensité (Low Intensity Conflicts - LIC). Un

---

<sup>48</sup> COLSON B., Le Tiers Monde dans la formulation de la stratégie nationale de sécurité, de Ronald Reagan à Bill Clinton, sur [www.stratisc.org/pub/pub\\_bruno\\_colson\\_tmpsa.htm](http://www.stratisc.org/pub/pub_bruno_colson_tmpsa.htm).

<sup>49</sup> Commission On Integrated Long-Term Strategy, Discriminate Deterrence, Washington, D.C., Government Printing Office, janvier 1988, p. 13.

groupe de travail sur les conflits régionaux détaillait les moyens stratégiques qui devraient être ceux des Etats-Unis dans le Tiers Monde. Il prévoyait d'emblée que les intérêts nationaux américains ne pourraient qu'augmenter, alors même que les capacités de violence s'accroîtraient dans ces régions<sup>50</sup>. Par ailleurs, les critiques n'ont jamais manqué à l'égard de ces interventions possibles dans le Tiers Monde. Mais les dirigeants politiques américains, démocrates comme républicains, n'ont pas abandonné le "principe idéologique de base" selon lequel les Etats-Unis ont l'obligation et le droit d'intervenir par la force, secrètement et, si nécessaire, ouvertement, dans les affaires africaines. D'aucuns dénoncent les techniques du LIC comme maintenant et perpétuant un ordre économique global fondamentalement injuste, où les Américains occupent une place privilégiée.

Depuis la conquête de l'ouest, une espèce d'abondance a été donnée au peuple américain. Il a su en retirer la richesse et la puissance. Si ces dernières avaient été données sans garde-fou à un pouvoir unique et plénipotentiaire, toute l'humanité aurait été en danger. Cette théorie du grand complot est cependant véhiculée à qui veut l'entendre et ce principalement dans la littérature francophone. Mais il ne faut pas exagérer. Si l'exercice de la puissance est perçu par le monde extérieur comme étant comparable au modèle de l'empire romain, les observateurs de la vie politique à Washington peuvent témoigner du contraire. Un ancien Premier ministre britannique remarquait : « L'un des inconvénients du système démocratique américain est qu'il est parfois bien difficile de trouver qui détient effectivement le pouvoir »<sup>51</sup> En effet, constitutionnellement le pouvoir est organisé de telle façon que l'abus ou la concentration y sont presque impossibles. Comme l'explique Vincent Desportes : « C'est le système des 'checks and balances'; il rend la démocratie américaine très différente de la démocratie française par cette vaste compétition organisée des intérêts particuliers et factions, « afin d'empêcher qu'aucun d'entre eux ne parvienne à occuper une position dominante dans le gouvernement ou la société »<sup>52</sup>[...] En termes de politique étrangère et par conséquent d'emploi de la force militaire, la décision politique apparaît toujours soit comme un compromis fragile entre des visions divergentes, soit comme l'expression d'une source de pouvoir qui, comme des raisons conjoncturelles et souvent politiciennes, a réussi à prévaloir, soit encore comme la

---

<sup>50</sup> Regional Conflict Working Group, Supporting U.S. Strategy for Third World Conflict, juin 1988, p. 2.

<sup>51</sup> PEARLMAN, M., Warmaking and American Democracy, University Press of Kansas, 1999, p.11.

<sup>52</sup> SCROGGS, S., Army relations with Congress, Praeger, CT, 2000, xviii.

résultante incertaine d'un faisceau de décisions prises par des acteurs indépendants. »<sup>53</sup>

Il est bien clair cependant qu'en ces temps tumultueux, le courant le plus fort de la pensée républicaine détient le pouvoir tant à la Maison Blanche qu'au Capitole. Se sentant soutenu par cette mouvance ou ces « Faucons » comme on dépeint principalement Dick Cheney et Donald Rumsfeld, l'armée profite de cette conjoncture pour faire des avancées notamment dans le rééquipement, donc aussi dans le renforcement de sa présence en Afrique, sous le couvert de la lutte contre le terrorisme.

Mais à la liste de tous les déterminants qui précèdent il ne faudrait surtout pas oublier d'ajouter le pouvoir des industries américaines dont nous allons rappeler les fondements et les enjeux.

### III. Néo-Colonialisme

#### 1. Puissance des lobbies industriels

Un des acteurs les plus importants dans le paysage géopolitique américain est sans nul doute le monde industriel. En matière de lobbying l'argent est le plus souvent (mais pas exclusivement) la clé de l'influence. La corruption n'étant pas loin, les législateurs américains ont essayé de limiter ce pouvoir en promulguant diverses lois. Paradoxalement, au fil des ans, l'action des lobbies s'est développée de manière significative. Le « Federal Election Campaign Act » (loi de 1971, amendée en 1974) oblige la publication régulière des contributions données et reçues en matière d'élection fédérale. Cette loi autorise les entreprises, les syndicats et autres groupes d'intérêt à créer des comités d'action politique (political action committee – PAC dans son acronyme anglais) pour soutenir divers candidats aux élections..On peut donner 5000\$ par candidat sous condition de donner à cinq candidats par an. Entre 1974 et 1995, le nombre de PAC est passé de 608 à 3982 et les dépenses des PAC ont évolué de 77 millions de dollars en 78 à 387 millions en 94<sup>54</sup>. Toutes les tentatives ultérieures pour limiter leur nombre ou légiférer sur d'éventuels plafonds se révélèrent infructueuses. C'est ainsi que les plafonds des contributions indépendantes, c'est-à-dire attribuées non nominativement à un candidat ou à son comité de soutien, ne sont pas limités. Il

---

<sup>53</sup> DESPORTES, V., L'Amérique en Armes, Economica, Paris, mai 2002, p.281.

<sup>54</sup> LOWI T. et GINSBERG B., American government : freedom and power, WW Norton and Company, New York, p 326.

n'y a donc aucune restriction sur ce que des personnes ou des groupes peuvent donner aux partis dans la mesure où ces dons ne sont pas explicitement liés à la campagne d'un candidat particulier. Ces contributions, appelées « soft money » permettent en fait aux personnes et aux groupes de pression de contourner la loi. La soft money ne commencera à inonder les couloirs du Congrès qu'à partir de 1988 pour la campagne de Dukakis puis de George H. Bush. Bill Clinton utilisera la soft money pour financer des campagnes de publicité soutenant indirectement sa candidature. En 1996, les syndicats s'organisèrent pour faire élire des candidats pro-syndicats et dépensèrent 35 millions de dollars. Pour les législatives de 1998 des grandes entreprises réunies dans une alliance informelle appelée la coalition déboursèrent des dizaines de millions de dollars en campagnes radiotélévisées pour soutenir les candidats conservateurs au Congrès.

Les chiffres disponibles sur l'importance de l'argent dans le financement de la dernière campagne présidentielle suffisent à mettre les idées en place dans ce domaine. Pour l'élection de 2000, George W. Bush a réuni plus de 193 millions de dollars alors qu'Al Gore en a réuni un peu moins de 133<sup>55</sup>. Ces chiffres laissent rêveurs, mais doivent être pondérés par la taille du pays. Les principaux donateurs de ces sommes ne laissent pas de doute sur le poids qu'ils peuvent exercer sur les décisions. On trouve des donateurs dans les domaines suivant : finance, santé, communications, énergie et défense. De là à penser que les récents accents donnés par l'administration américaine sur la réduction de la dette des pays d'Afrique, la lutte contre le SIDA et les procès associés au niveau des entreprises pharmaceutiques qui font rage entre l'Afrique du sud et les Etats-Unis, les progrès de l'AGOA et le renforcement de son action au travers du G8, les efforts déployés vers les pays producteurs de pétrole en Afrique et le refus de signer la convention d'Ottawa sur les ventes d'armes sont la résultante des actions exercées par les groupes de pression industriels il n'y a qu'un pas.

## 2. Quelques ratés de l'aire Clinton

L'observation des actions réalisées sur le terrain ou dans les coulisses par l'administration Clinton offre une autre perspective sur la politique africaine des Etats-Unis dans les années 90. Fin 1992, le pillage de l'aide alimentaire en Somalie et l'entrave à son acheminement à cause de combats entre bandes

---

<sup>55</sup> Ces chiffres ainsi que des analyses diverses sont disponibles sur [www.opensecrets.org/2000elect/index/AllCands.htm](http://www.opensecrets.org/2000elect/index/AllCands.htm).

rivales avaient décidé George H. Bush, président sortant, à intervenir, alors même que ses concitoyens découvraient quotidiennement les horreurs de la famine sur leur petit écran. Il décide l'envoi d'un contingent américain. L'opération « Restore Hope », permet de mettre fin à la famine et de reprendre la capitale. La Somalie n'est pas pour autant pacifiée, et les différentes factions ne sont pas désarmées. L'opération « Restore Hope » s'acheva en mai 1993, relayée par une opération sous commandement de l'ONU. Cette période fut marquée par des affrontements de plus en plus violents entre la force onusienne et les différents clans. Toujours hantés par le syndrome vietnamien, les américains ne supportèrent pas la perte de 18 de leurs soldats lors d'un affrontement le 3 octobre 1993. L'impopularité croissante de l'intervention américaine dans l'opinion publique américaine<sup>56</sup> conduisit Bill Clinton à anticiper le retrait des forces américaines.

Il est important de comprendre que pour l'administration américaine, l'échec que fut cette opération en Somalie, est imputable à l'ONU, plutôt qu'à des décisions prises par le commandement américain. Dans la communauté internationale pourtant la responsabilité de ces échecs a été directement imputée aux Etats-Unis, dans la mesure où l'opération « Restore Hope » menée sous son commandement ne réussit ni à pacifier la Somalie, ni à désarmer les différentes bandes rivales. Comme le souligna un cadre africain désabusé<sup>57</sup> « l'expérience somalienne où la mort de dix huit GI's a suscité le départ des Américains suivis par le reste de la communauté internationale a montré jusqu'où peut aller Washington ». Un des déterminants de la nouvelle politique africaine des Etats-Unis venait donc de naître de ces paradoxes : l'administration commença à observer une très grande prudence vis à vis des interventions pouvant impliquer directement leur responsabilité et leurs forces armées<sup>58</sup> dans des opérations multilatérales.

Autre cas, celui de la République démocratique du Congo. Conflit régional importé, il impliquait d'une part la Namibie, l'Angola et le Zimbabwe aux côtés du régime de Kinshasa contre le Rwanda, allié pour la circonstance avec l'Ouganda

---

<sup>56</sup> Comme le dira l'ancien chef d'Etat-major Colin Powell dans son autobiographie : « les Américains furent horrifiés de voir le corps d'un de leurs compatriotes traîné dans les rues de Mogadiscio. Les images de la télévision nous ont envoyé là-bas, et maintenant elles nous en chassent ». POWELL C, *My American Journey: An Autobiography*, Random House Trade Paperback, septembre 1995.

<sup>57</sup> JOANNIDIS M, *France-Etats-Unis : nouvelle rivalité en Afrique*, Fiche RFI, 4 décembre 1996.

<sup>58</sup> Bill Clinton a émis la Presidential Decision Directive n°25, en 1994, restreignant la participation des forces américaines dans les missions de l'ONU, rejetant ainsi la responsabilité de l'échec sur cette organisation, cité par CONESA P, *Une géographie du monde inutile*, Le Monde Diplomatique, mars 2001.

et le Burundi. La situation de guerre, qui aurait provoqué trois millions de morts<sup>59</sup> depuis quatre ans et demi, trouve ses origines dans le génocide rwandais qui précipita l'exil de plus de deux millions de réfugiés Hutu vers la Tanzanie, le Burundi et le Zaïre. Ces événements de 1994 ont laissé d'amers regrets à la communauté internationale, mais surtout aux Etats-Unis, dont la dérobade leur laissait un sentiment de culpabilité à peine voilé<sup>60</sup>. La fin du régime dictatorial de Mobutu, l'arrivée au pouvoir de Laurent Désiré Kabila puis de son fils Joseph suite à l'assassinat du 16 janvier 2001 sont autant d'étapes pendant lesquelles les Etats-Unis sont passés d'un camp à l'autre.

Probablement pour s'excuser de sa passivité lors du génocide rwandais de 1994, puis lors de l'exode des réfugiés à l'été 1994, probablement aussi pour avoir trop voulu se débarrasser de Mobutu au profit de ce qu'elle appelait un « nouveau dirigeant », la diplomatie américaine a très largement favorisé l'émergence de Paul Kagame, nouvel homme fort du Rwanda. Conscient de sa responsabilité dans cette crise, Washington a dû réviser sa position à l'égard de Kigali, et a permis le 22 février 2001 l'adoption par le conseil de sécurité de l'ONU d'un échéancier pour le départ des forces étrangères stationnées en RDC. La situation sur le terrain a mis du temps à se décanter. Alors qu'il avait été lâché par l'administration américaine car jugé trop léger, Joseph Kabila s'est révélé être un homme politique habile et est parvenu à imposer le retrait des troupes. Pour combien de temps ? Les intérêts financiers dans la région ne sont-ils pas trop forts ? Les récents événements à la frontière rwandaise nous font dire que la clé de la sortie de crise est dans la main de l'administration américaine. Mais les échecs précédents sur le continent africain et la volonté d'éviter l'accusation de néo-colonialisme, couplés à l'engagement massif de troupes sur un autre théâtre,<sup>61</sup> sont des éléments trop forts que pour envisager à court terme un déploiement actif d'instruments de sortie de crise dans la région.

L'indifférence des américains pour le continent africain n'est donc qu'apparente. L'indifférence vis-à-vis du monde extérieur est une des

---

<sup>59</sup> Ce chiffre est probablement exagéré mais l'ordre de grandeur est malheureusement vrai. Voir PRUNIER G., Congo-Kinshasa : la première guerre inter-africaine, revue Géopolitique africaine, n°1, janvier 2001.

<sup>60</sup> Au cours de son voyage à Kigali, en mars 1998, le président Clinton s'est excusé auprès du peuple rwandais pour la criminelle négligence dont la communauté occidentale avait fait preuve, négligence due probablement, en ce qui concerne Washington, à la persistance du syndrome du Vietnam, renforcé par la bataille de Mogadiscio en octobre 1993. Voir PRUNIER G., Congo-Kinshasa : la première guerre inter-africaine., op. cit.

<sup>61</sup> Ces lignes sont écrites alors que 300.000 soldats américains sont engagés en Irak.

caractéristiques de la société américaine et est d'ailleurs soulignée à souhait par les médias européens quand il s'agit de faire l'amalgame entre désintérêt et méconnaissance. On ne peut cependant ignorer les racines profondes qui lient les peuples africains et américains. La reconnaissance de l'importance du continent dont une partie de la population américaine tire ses origines est donc en train de percer et on peut déjà discerner les prémices d'une implication américaine plus profonde en Afrique. Les vieilles phobies sécuritaires semblent néanmoins avoir été ravivées par les attentats sur le World Trade Center de New-York en septembre 2001. Ces phobies avaient à peine « besoin » de ça car les lobbies veillaient à la défense de leurs intérêts sur le continent africain. Mais ces événements ont déclenché autre chose que le repli sur soi et ont forcé les américains à changer de stratégie vers l'Afrique dans des domaines qui n'étaient sans doute pas envisagés au lendemain de l'élection de George W. Bush. Nous allons tenter de dévoiler où et comment se révèlent les nouveaux accents de la manœuvre géopolitique américaine en Afrique.

## TROISIEME PARTIE

### Géopolitique des intérêts américains en Afrique

Fort des éléments qui précèdent, il semble possible de proposer un classement par thèmes de l'Afrique des américains. Sur une carte synthétique apparaît devant nos yeux la concentration des efforts autour de la région élargie de l'Afrique de l'ouest, riche en pétrole et minerais. La véritable action économique se concentre quant à elle presque exclusivement dans la région de l'Afrique australe et de son plus important représentant, l'Afrique du sud. Le déploiement de militaires à Djibouti et le regain d'attention diplomatique américaine entraînent nos yeux à se tourner également vers la Corne de l'Afrique. Ces trois champs d'action forment donc le corps de l'analyse qui suit.

#### I. Matières premières

##### 1. Du pétrole

Dick Cheney : « L'ouest de l'Afrique devrait devenir une des sources de pétrole et de gaz les plus importantes dans l'avenir pour le marché américain. Le pétrole d'Afrique est de très haute qualité et bas en teneur de soufre ce qui le rend attractif pour les raffinements les plus exigeants et ouvre des perspectives pour les industries de la côte est »<sup>62</sup>

Walter Kansteiner : « Le pétrole africain représente pour nous un intérêt stratégique national et le sera de plus en plus à l'avenir. »<sup>63</sup>

Le lien entre les Etats-Unis et les matières premières en Afrique date de l'après seconde (restons optimistes) guerre mondiale. A cette époque, plusieurs pays colonisateurs réglèrent leurs dettes aux Etats-Unis par la mise en gage d'action appartenant à des entreprises installées en Afrique. Le capital américain devint donc partie prenante des industries minières du cuivre, d'or et de diamant. En outre, les entreprises américaines entamèrent des prospections pour trouver du pétrole en Angola et au Mozambique.

Presque soixante ans plus tard, en janvier 2002, s'est tenu un symposium sur l'exploitation du pétrole en Afrique. Non seulement la présence d'acteurs majeurs

---

<sup>62</sup> CHENEY R., vice-président des Etats-Unis, National Energy Policy Report, mai 2001 disponible sur [www.whitehouse.gov/energy/](http://www.whitehouse.gov/energy/).

de la scène politique américaine soulignait l'importance de l'événement, mais plus encore le fait qu'il mena à la création d'un groupe de pression pompeusement intitulé groupe pour l'initiative d'une politique du pétrole en Afrique (AOPIG dans son acronyme anglais)<sup>64</sup>. L'AOPIG a produit un rapport en mai 2002 contenant des recommandations en matière de sécurité d'approvisionnement en énergie, de stratégies de développement et de sécurité régionale.

Les conclusions du rapport sur la partie sécurité régionale sont impressionnantes, puisqu'elles recommandent au Congrès et à l'administration de déclarer la zone du golfe de Guinée zone d'intérêt vital pour les Etats-Unis, d'y créer un commandement militaire similaire à celui de la Corée, d'envisager la création d'une base navale sur l'île de Sao Tomé et Príncipe et de renforcer les liens avec le Nigeria.

Même s'il y eut récession en 2001, le Nigeria était le cinquième exportateur pétrolier vers les Etats-Unis, à hauteur de 11 % des importations totales américaines. Suivent l'Angola, le Gabon, le Congo, la Guinée Equatoriale et la RDC<sup>65</sup>.

Le Golfe de Guinée émerge comme un nouveau centre de gravité énergétique, comme le soulignait Jean-Christophe Servant dans le Monde Diplomatique<sup>66</sup>. Ce genre de déclaration doit cependant être prise avec prudence et un rapport paru en octobre semble relativiser les prévisions optimistes<sup>67</sup>. Cependant, l'avantage indéniable de l'Afrique, quelque soit le niveau exact des réserves, est que la plupart des gisements sont offshore et sont donc isolés des éventuelles turbulences politiques. Quant aux lignes de transport transatlantiques vers les Etats-Unis, elles sont plus courtes et plus directes que celles en provenance du Proche-Orient. L'Afrique de l'ouest offre donc une solution potentielle rapide, sûre et moins compliquée à mettre en œuvre pour remplacer une partie du pétrole proche oriental.

---

<sup>63</sup> WIHBEY P. et SCHUTZ B., The Institute for Advanced Strategic and Political Studies Research Papers in Strategy, Proceedings of an Institute Symposium, African Oil: A Priority for U. S. National Security And African Development, mai 2002, p.11.

<sup>64</sup> African Oil Policy Initiative Group. Sponsorisé par l'institut des études stratégiques avancées de défense et de politique, « think tank » basé à Jérusalem, ce symposium eu lieu à Washington le 25 janvier 2002 sur le thème : Pétrole africain : Une priorité pour la sécurité nationale US et le développement africain. La liste des orateurs reprend entre autre Walter Kansteiner, Ed Royce, président de la commission du Congrès sur l'Afrique parmi d'autres sénateurs, représentants du département d'Etat, de la Défense et de l'industrie du pétrole.

<sup>65</sup> Comprehensive Report on U.S. Trade and Investment Policy Toward Sub-Saharan Africa and Implementation of the AGOA, Washington, Mai 2002, p.27.

<sup>66</sup> SERVANT J.-C., Offensive sur l'or noir africain, Le Monde Diplomatique, janvier 2003, p.19.

<sup>67</sup> KRUEGER J., U.S. Oil Stakes in West Africa, CSIS, Africa notes, volume 11, décembre 02, rapport de 3 pages disponible sur [www.csis.org](http://www.csis.org).

Début juillet, une délégation de l'AOPIG s'est rendue au Nigeria et a rencontré le président Obasanjo et le vice-président Atiku. Au cours de ces rencontres, les Nigériens ont endossé la proposition américaine d'établir une « Commission du Golfe de Guinée », qui impliquerait les Etats d'Afrique de l'ouest producteurs de pétrole. Un mouvement est donc en route, c'est indéniable. Les illustrations en annexe 10 sur les évolutions des productions de pétrole prévues en Afrique sont intéressants. Ils prouvent l'augmentation de la production, mais donnent à cette évolution une augmentation relative limitée. Le résultat en est que la part du pétrole africain dans les importations américaines n'augmenterait que marginalement dans les quinze prochaines années. Il est important de souligner ce fait car même si l'action américaine se fait plus pressante en Afrique en matière de pétrole, elle est tout aussi importante dans les différents autres pays producteurs de pétrole. Le but à terme est de ne pas se rendre dépendant d'une seule source.

Comme le montrent ces développements, les Etats-Unis semblent jeter des bases dans la création d'une structure politico-militaire en Afrique de l'ouest, qui leur garantirait un accès aux matières premières africaines, notamment le pétrole. C'est dans ce contexte - assurer aux Etats-Unis la fourniture en pétrole et en minéraux stratégiques - que se justifient les récents accords de paix au Soudan et au Congo. Dans les deux cas, c'est la pression américaine qui a forcé les parties en conflit à trouver un accord. L'Afrique n'est pas pauvre pour tout le monde – et surtout pas pour les pétroliers. On ne peut affirmer que c'est suite aux pressions de l'AOPIG, mais toujours est-il que George W. Bush a rencontré en 2002 à l'occasion de trois sessions différentes à l'ONU les chefs d'Etat de l'Afrique du Sud, du Burundi, du Cameroun, de la Centre Afrique, du Tchad, du Congo, de Guinée Equatoriale, du Gabon, de la RDC, du Rwanda et de Sao Tomé et Príncipe<sup>68</sup>. Un autre élément à ajouter au débat, avant de passer au point suivant est le passé de deux personnages de l'administration américaine en place.

Walter Kansteiner, qui avait déjà travaillé sous Bush père, s'est permis pendant son séjour à la Rand Corporation, « think tank » américain de critiquer l'action de l'administration Clinton en RDC<sup>69</sup> tout en soutenant qu'elle avait bien fait de ne pas intervenir au Rwanda. Défenseur acharné pour certains de l'intégration économique de l'Afrique au système mondial, il est rejoint dans son credo par Condoleeza Rice dont le lien avec Chevron, dont elle fut membre du conseil

---

<sup>68</sup> MONTAGUE D., Africa: the new oil and military frontier, disponible sur : [www.worldpolicy.org/projects/arms/updates/092002.html](http://www.worldpolicy.org/projects/arms/updates/092002.html).

d'administration n'est plus à démontrer, si ce n'est de noter qu'un pétrolier de la compagnie a été baptisé à son nom.

## 2. Des minerais

Comparées au potentiel mondial, les réserves africaines sont considérables. Elles fournissent une part importante des besoins de l'Europe occidentale et atteignent d'autres pays industriels, notamment les Etats-Unis et le Japon. Le plus important dans ce chapitre est de relever la dépendance des pays africains de leur richesse en minerais. A titre d'exemple, 40% du PIB de République de Centre Afrique dépend de la vente de minerais et particulièrement de diamants. Ce chiffre monte à 60% pour la RDC (principalement du cuivre et du cobalt). En Guinée, 95% des exportations et 26% des recettes de l'Etat dépend de ce secteur qui emploie 40.000 personnes<sup>70</sup>.

L'Afrique possède également en quantités considérables des métaux non ferreux, des métaux rares, des pierres précieuses et des matières premières chimiques. Les métaux non ferreux recouvrent un spectre allant du cuivre, du plomb, du zinc, du cobalt au mercure, à l'aluminium, au nickel, à l'étain. Le cuivre africain représente 14 % des ressources terrestres mondiales, 8% en plomb, 45,2% en cobalt, 7,3% en nickel, 11,2% en étain et 43,7% en aluminium.

De nombreux métaux rares utilisés dans l'industrie électrique, l'électronique, le nucléaire, l'aéronautique et l'aérospatiale, existent dans le sous-sol africain. La part africaine dans les réserves mondiales d'antimoine est évaluée à 7 %, celle du lithium à 10 %. Le continent est riche en tungstène, en molybdène, en zirconium et en niobium. Avec 23,5% des réserves connues du monde, le potentiel africain en uranium, auquel il faut bien ajouter le thorium dont la production et les réserves sont actuellement protégées par le plus grand secret, est remarquable.

D'autres matières premières industrielles ne sauraient être négligées telles le gypse, le talc, le quartz, le mica, le graphite etc. Le sous-sol africain recèle de matières premières chimiques de toutes sortes, dont les phosphates et le potassium. Pour les premiers, les réserves sont évaluées à 70 % du potentiel mondial, et le second se trouve en abondance dans la cuvette de la République Démocratique du Congo.

---

<sup>69</sup> KASTEINER, W., Mr. Clinton Goes to Africa, Issue Briefs: The Forum for International Policy, 16 mars 1998.

<sup>70</sup> US trade, op cit, p. 137.

Les pierres précieuses constituent le dernier groupe des minéraux utiles qu'il convient de ne pas passer sous silence. Le continent en possède toute une gamme allant du béryl à la topaze, en passant par le rubis, le saphir, etc., mais il faut faire une mention spéciale pour le diamant dont l'Afrique demeure, de très loin, le premier producteur mondial.

Ce tour d'horizon étant achevé, la relation commerciale avec les Etats-Unis nous apprend qu'au niveau des importations, l'Afrique du sud est de loin le partenaire privilégié, nous y reviendrons en troisième chapitre. Les activités américaines pour le reste des pays africains sont certainement plus confidentielles ou illégales, ce qui n'est pas le sujet de ce travail. Certains commentateurs dénoncent le manque d'investissement militaire des Etats-Unis dans les pays de l'ouest de l'Afrique et en font un cautionnement tacite des trafics illégaux de minerais. C'est ce que nous allons développer dans le paragraphe qui suit.

### 3. Tentations de retour en arrière

D'après un article de Dean Montague<sup>71</sup>, un membre de l'AOPIG aurait déclaré que de plus en plus de pays d'Asie, la Russie, certains européens de l'Est et des pays « voyou » arabes sont impliqués dans le trafic de minerais en Afrique. L'AOPIG recommande à l'administration de plus s'investir en Afrique afin d'empêcher des rivaux tels la Chine, la Libye et des terroristes comme Al-Qaida, d'acquérir trop de liens politiques, diplomatiques ou économiques dans la région. D'après le quotidien nigérian "This Day", l'administration et les compagnies pétrolifères ont fait pression sur le gouvernement nigérian afin qu'il se retire de l'OPEP. L'opération permettrait au Nigeria d'augmenter sa production en cas de crise tout en faisant du Nigeria le premier exportateur vers les Etats-Unis. Il faut cependant noter que cette rumeur a été démentie officiellement par les deux pays.

Un test important à propos de la véritable Afrique du pétrole vue par les américains sera le traitement fait par l'administration américaine des crises et des tensions qui ne manqueront pas de surgir au Nigeria en 2003. Ce pays est comme nous l'avons vu le producteur principal de l'Afrique subsaharienne et des élections doivent y être tenues avant la fin de l'année. Ajoutés aux tensions avec ses voisins sur la reconnaissance de frontières et à la présence de fortes minorités chrétiennes dans une population musulmane ces facteurs suffisent à convaincre que sans un discours franc et fort des Etats-Unis, pendant les crises qui risquent

de surgir, ce fleuron de la coopération américaine vis-à-vis de l'Afrique risque fort bien de sombrer dans le chaos.

Pour ce qui est des minerais, le rôle peu enviable joué par certains acteurs non officiels américains en RDC n'est pas des plus prometteurs. En effet, d'après une enquête du Washington Post<sup>72</sup>, les exportations de tantale, minerai utilisé dans l'aéronautique et la fabrication de microprocesseurs, ont explosé fin 2000. Le problème est que les revenus générés par la vente de ces minerais aux entreprises occidentales et donc américaines servent à l'achat d'armes pour entretenir le conflit.

Le débat entre le bien et le mal qu'apportent hydrocarbures et minerais à la région est intense et intéressant. Pour le clore, nous dirons que l'action américaine y est certainement intéressée, bien que de récents rapports, comme pour minimiser la motivation de l'intérêt expliquent que la part globale du pétrole africain dans la consommation américaine ne va pas augmenter radicalement. Ce qui est certains, c'est que l'action américaine sera beaucoup plus surveillée qu'avant et que le discours sur le support au développement humain, puisqu'il est martelé avec autant d'insistance, devrait servir de garantie à cette région de l'Afrique pour que les abus soient contrôlés. Faisons aussi confiance à la diaspora Nigériane pour remplir un rôle plus important dans cette pièce. Développement humain grâce au développement économique et aux réformes ou encouragement de la corruption au profit d'une minorité dans la région. Les deux résultats restent possibles et bien malin qui pourrait parier à coup sûr sur l'un ou l'autre.

---

<sup>71</sup> MONTAGUE D., Africa: the new oil and military frontier, op.cit.

<sup>72</sup> VICK K., Vital Ore Funds Congo's War: Combatants Profit from Col-Tan Trade, Washington Post, 19 mars 2001, p. A01.

## II. Business au Sud

### 1. Alliances régionales

Partenaire privilégié des Etats-Unis, la communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC – Southern African Development Community dans son acronyme anglais), essaye d'instaurer une zone de libre-échange entre les 14 pays qui la composent<sup>73</sup>. Le résultat est intéressant puisque la SADC est le premier acteur en matière de commerce dans l'Afrique subsaharienne. Elle réalise en effet 31% des mouvements interrégionaux en exportations et 24% en importations<sup>74</sup>. La SADC s'attache surtout à promouvoir au point de vue interrégional et international les entreprises de la région spécialistes dans les domaines des communications, de l'énergie, des minerais, du tourisme et des transports. L'Afrique du sud y coordonne les finances et l'investissement, la Namibie la politique maritime alors que le Botswana accueille le siège du secrétariat de la SADC. Certains projets d'infrastructures sont pilotés par la SADC. C'est le cas dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications. Les pays de cette union sont reliés par un réseau électrique depuis 1995, ce qui leur permet de partager l'énergie sous le nom de SAPP (Southern African Power Pool).

Quatre des cinq « meilleurs » pays subsahariens au classement du PNB par habitant sont membre de la SADC (Seychelles, île Maurice, Afrique du sud et Botswana). Parmi les pays qui ont connu le plus de privatisation et le plus bénéficié d'investissements en dehors du pétrole on retrouve l'Afrique du Sud, le Mozambique, l'île Maurice, la Tanzanie, le Lesotho et le Swaziland.

L'union douanière du sud de l'Afrique (South African Custom Union – SACU dans son acronyme anglais) est forte des cinq pays les plus alignés sur l'Afrique du sud<sup>75</sup>. Une des grosses critiques émise par ses membres était justement l'avantage trop important que l'Afrique du sud retirait de cette union douanière. Cet accord a été revu en octobre 2001 dans le but d'une répartition plus équitable des recettes douanières et d'un renforcement de la structure. Le reproche majeur fait par les pays BLNS à cette union est que l'Afrique du Sud en utilise les faveurs douanières dès qu'il s'agit de faire profiter sa politique industrielle régionale et

---

<sup>73</sup> L'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, la RDC, le Lesotho, le Malawi, l'île Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe forment depuis septembre 2000 la SADC dont le PIB cumulé est de 166,3 Mio \$ et la population de 204,4 (chiffres 2001). Voir [www.sadc.int](http://www.sadc.int).

<sup>74</sup> UNECA, Annual Report On Integration In Africa 2002, mars 2002, disponible sur [www.uneca.org/adfiii/ariaoverview.htm](http://www.uneca.org/adfiii/ariaoverview.htm).

<sup>75</sup> Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland, soit les quatre BLNS plus l'Afrique du Sud.

utilise la SADC dès qu'il s'agit d'accéder au libre échange. Parallèlement, on notera le frein au développement de la SADC qu'est le conflit en RDC. Tout ceci nous mène à reconnaître l'existence d'un pion de taille dans ces alliances régionales : l'Afrique du sud.

## 2. Un géant régional

L'Afrique du sud est un marché de choix du continent africain pour les investisseurs étrangers. Avec 32 milliards de dollars de marchandises importées, elle représentait à elle seule 20,5 % du total des importations faites en Afrique en 2000<sup>76</sup>. Si l'on y regarde de plus près, l'Afrique du sud a une balance commerciale légèrement bénéficiaire vers les Etats-Unis avec 4,2 milliards d'exportations pour 3,08 milliards d'importations de biens américains. Mais avant de s'extasier devant des exemples de développement économique, il convient d'observer ce phénomène à sa vraie échelle. Le PIB de l'Afrique du Sud (125 milliards de dollars), même s'il compte pour la moitié du PIB de toute l'Afrique Subsaharienne est égal à la moitié de celui de la Belgique.

Depuis l'avènement d'un nouveau gouvernement en Afrique du Sud, les Etats-Unis y ont investi 2,5 milliards de dollars. Trois des cinq compagnies qui ont le plus investi en Afrique du Sud sont américaines (SBC Communications, Dow Chemical et Coca-Cola).

L'Afrique du Sud n'est pas uniquement un partenaire privilégié des Etats-Unis, elle l'est aussi des pays de l'Union Européenne (principalement Allemagne et Grande-Bretagne) et du Japon. Les exportations du secteur primaire américain ne trouvent que 1% en valeur de leurs débouchés en Afrique subsaharienne, dont un quart en Afrique du sud. Il en va de même pour les importations. La production chimique en Afrique du sud représente 5% du PIB et 25% de toutes les ventes de produits manufacturés sur le continent.

L'Afrique du sud est de loin le pays le plus impliqué de l'Afrique subsaharienne dans le commerce de produits chimiques avec une part de 71% des exportations et de 39% des importations dans le domaine. Les importations sont des produits pharmaceutiques et des pneus alors que les exportations sont des produits chimiques organiques et non organiques et du caoutchouc. L'Afrique du sud est le plus grand exportateur vers les Etats-Unis de métaux et de minerais.

---

<sup>76</sup> Données reprises du 13ème rapport du CIAN, Conseil Français des Investisseurs en Afrique, Les entreprises françaises et l'Afrique, Paris, 20 décembre 2001, p.20.

La situation est remarquable puisque la part des importations américaines dans le secteur était de 90% en 2001. A contrario, la prise de contrôle de l'exploitation de minerais par l'Etat sud africain est jugé néfaste sur l'investissement par les américains et risque de mettre en danger, toujours d'après eux, la santé financière des entreprises du secteur du pays.

L'Afrique du sud (au même titre que le Swaziland et l'Erythrée) a un taux d'endettement relativement bas de 0,21.<sup>77</sup>

Il n'est pas inutile de rappeler que l'Afrique du sud est, par la voix de son président Tabo Mbeki, le plus grand défenseur du NEPAD, ce qui profite à ses entreprises privées. Le cas d'Eskom, compagnie d'électricité quatrième producteur mondial, est éloquent en la matière. D'après un article du Monde Diplomatique<sup>78</sup>, Eskom a d'abord profité de prêts de banques suisses et de la banque mondiale en plein embargo pour renforcer sa position et construire des centrales nucléaires. Depuis la fin de l'apartheid, ensuite, cette firme aurait réalisé « 25 fois moins d'investissements dans les énergies renouvelables que dans le nucléaire, et des mégaprojets de gros barrages hydrauliques dans toute l'Afrique avec la bénédiction de la Banque mondiale et du NEPAD : Angola, Botswana, Cameroun, RDC, Ghana, Mali, Mozambique, Tanzanie et Zambie ». Ceci expliquerait l'attitude de certains décideurs africains en faveur du NEPAD.

En conclusion on peut affirmer sans se tromper que l'Afrique du sud restera pour de nombreuses années encore un partenaire privilégié pour les investisseurs divers. Son réseau routier et son infrastructure en communications sont remarquables. Le niveau des institutions qu'elles soient publiques ou privées est proche des standards occidentaux. Bref, cette partie de l'Afrique n'est pas vraiment l'Afrique et bénéficie encore dans une certaine mesure des quelques « bienfaits » du régime de ségrégation qui y a sévi jusqu'à l'avènement de Nelson Mandela<sup>79</sup>.

---

<sup>77</sup> Nations Unies, Evaluation Indépendante de l'implantation du nouvel agenda des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, New York, juin 2002.

<sup>78</sup> SINAI, A. Douteux partenariat pour l'Afrique, décembre 2002, disponible sur [www.monde-diplomatique.fr/2002/12/SINAI/17152](http://www.monde-diplomatique.fr/2002/12/SINAI/17152).

<sup>79</sup> Notons au passage que cela ne fait que 13 ans que Nelson Mandela est sorti de prison.

### 3. Future confrontation ?

N'est-ce pas là la source de futurs soucis dans la région pour les Etats-Unis ? Dans un sens les décideurs sud africains sous l'égide de Tabo Mbeki veulent prendre un rôle plus important dans la région et investissent dans les entreprises des pays voisins<sup>80</sup>. Le but n'est certainement pas uniquement humanitaire, mais sur le vieux refrain de l'Afrique aux africains, il ne peut pas être jugé plus négatif que si des investisseurs américains prenaient ce rôle. De l'autre les Etats-Unis sont conscients du potentiel important de la région en matières premières et ne voudraient certainement pas passer en position de dépendance vis-à-vis d'un acteur régional. Le syndrome de l'Arabie Saoudite qui est la raison principale de l'intervention américaine en Irak est quelque chose que les Etats-Unis veulent à tout prix éviter à moyen terme. De là à imaginer que l'administration américaine envisagerait d'agir pour diminuer l'influence de l'Afrique du sud dans la région, il n'y a qu'un pas qui ne semble pas si difficile à franchir. Il y d'autres manières d'expliquer le recul de l'Afrique du sud dans le classement des pays bénéficiant de l'aide américaine, mais celle-ci en est une qui mérite d'être suivie de près. La prise de position par l'Afrique du Sud contre une intervention unilatérale en Irak lors des sessions plénières de l'ONU sur la crise Irakienne est un signe d'une prise d'indépendance plus franche. A moins que ce soit sous pression de certains pays de l'Union Européenne que ce discours ait été tenu, ...

Les passes d'armes entre Nelson Mandela et Dick Cheney sur le sujet du développement humain sont à ce sujet intéressantes. Ce dernier est en effet accusé par l'ancien président d'Afrique du Sud de n'agir que par intérêt économique. Mandela rappelle à qui veut l'entendre qu'en son temps l'actuel vice-président des Etats-Unis s'était opposé à sa sortie de prison jugeant que cela aurait un effet négatif sur les intérêts américains dans la région.

---

<sup>80</sup> En 2001, un groupe sud africain a acquis 80 % du capital d'une banque Ougandaise. D'autres exemples sont repris dans US Trade investment with SSA, opcit, p. 251.

### III. Corne de l'Afrique<sup>81</sup>

#### 1. Le retour

Après les événements du 11 septembre 2001, le Pentagone a reçu la permission de Djibouti d'y installer un poste de commandement pour une Groupe multinational et multi arme (Combined Joint Task Force – CJTF dans son acronyme anglais). En plus de ce poste, 800 membres des forces spéciales se sont installés dans le camp Lemonnier en banlieue, auxquels il faut ajouter les membres des Marines stationnés dans des navires au large. En décembre 2002, 2400 marines du vingt-quatrième corps expéditionnaire ont fait un exercice de débarquement sur la côte en prévision des manœuvres réelles de l'Irak. En plus, la CIA opère également de Djibouti d'où elle a d'ailleurs dirigé le drone armé de missile qui a tué un membre important d'Al-Qaida en novembre 2001.

Ce retour américain dans ce pays de la corne de l'Afrique n'est pas le seul. Un bref panorama des échanges récents avec la région suffira à nous en convaincre. Commençons par la Somalie. Ce pays d'où les Etats-Unis s'étaient retirés massivement fin 93 (voir la deuxième partie de ce mémoire sur le sujet), reprend du gallon au niveau de l'aide américaine. Walter Kainsteiner déclarait le 6 février 2002 devant la commission des affaires étrangères<sup>82</sup> que l'aide apportée pour la reconstruction des infrastructures civiles et militaires en Somalie sert principalement à contrer l'influence croissante que prend le mouvement islamiste d'Al-Ittihad<sup>83</sup>, mouvement estimé dangereux par les Etats-Unis. L'influence exercée par ce groupuscule ne s'arrêterait pas là d'après un officiel américain, mais s'élargirait à des parties de territoire en Ethiopie, à Djibouti et au Kenya<sup>84</sup>. Au Soudan, où la guerre civile fait rage depuis 40 ans, les Etats-Unis ont aussi essayé de reprendre la main depuis le 11 septembre. Le moins que l'on puisse dire sur ce dossier est que la paix n'est pas encore une réalité et, pour reprendre les termes d'un briefing parlementaire sur la question, l'administration pourrait s'orienter vers

---

<sup>81</sup> Normalement constituée de Djibouti, Ethiopie, Erythrée et Somalie, nous avons sciemment étendu cette région aux pays voisins car d'une part leur influence sur la zone est grande et d'autre part cette « grande corne » est reprise comme telle dans certaines sources.

<sup>82</sup> Témoignage disponible sous le titre *Weak States and Terrorism in Africa : US policy options in Somalia* sur le site du département d'état [www.state.gov/p/af/rls/rm/7872pf.htm](http://www.state.gov/p/af/rls/rm/7872pf.htm).

<sup>83</sup> Al-Ittihaad al-islamiya est la plus connue des organisations islamistes somaliennes armées. Elle est supposée être liée depuis 1993 à Al-Qaida.

<sup>84</sup> Voir *Terrorist Threat in Horn of Africa*, conférence faite au Pentagone par un officiel anonyme le 8 mars 2002, disponible sur [www.state.gov/s/ct/rls/rm/8801pf.htm](http://www.state.gov/s/ct/rls/rm/8801pf.htm).

une solution « un Soudan, deux systèmes »<sup>85</sup>. La référence est faite au soutien direct apporté par l'administration à la rébellion soudanaise. Cette aide est plus que symbolique car si l'aide au développement telle que prévue pour l'année fiscale 2004 était approuvée, elle ferait passer le Soudan de la treizième à la première place des pays bénéficiaires. Le tableau qui suit est une mise à jour de celui présenté en première partie.

Table 3 : Bénéficiaires d'Aide Publique au Développement en Afrique

Exprimés en millions de dollars, par année fiscale américaine (FY)

	<u>FY2004</u>	<u>FY2003</u>	<u>FY2002</u>
	Demandé	Estimé	Effectif
Soudan	81.0	22.3	11.1
Nigeria	64.0	65.2	58.0
Uganda	62.1	62.9	58.4
Afrique du Sud	61.1	61.4	57.7
Ethiopie	57.6	50.0	43.3
Kenya	50.3	46.7	41.1
Zambie	49.7	50.3	45.5
Mozambique	40.3	45.5	40.1
Ghana	36.8	38.7	34.6
Malawi	32.5	30.9	29.4
Mali	29.7	34.6	36.2
RDC	28.4	23.5	25.9

Source : Rapport au Congrès Africa: U.S. Foreign Assistance Issues IB95052 du 3 décembre 02, mis à jour le 28 février 2003

Cette revue ne serait pas complète sans le Kenya, qui par la voix de son ministre des affaires étrangères répétait fin octobre 2001 son soutien à la lutte contre le terrorisme et sa complète adhésion aux valeurs du NEPAD<sup>86</sup>. Mais pourquoi ce retour ? La lutte contre le terrorisme en est-elle la seule explication ? C'est ce que nous allons essayer d'expliquer dans la section qui suit.

## 2. Les origines

La corne de l'Afrique a toujours bénéficié d'un traitement spécial par l'administration américaine. Cette zone de l'Afrique revêt d'une grande importance pour la navigation et l'approvisionnement en pétrole et elle est adjacente à des régions qui présentent une importance stratégique immédiate pour les Etats-Unis, le Proche-Orient et le Golfe Persique<sup>87</sup>. Comme nous l'avons vu dans la deuxième

<sup>85</sup> DAGNE, T., Sudan : Humanitarian Crisis, Peace Talks, Terrorism, and US Policy, Issue Brief for Congress, IB98043, Librairie du Congrès, Washington, mise à jour du 23 janvier 2003, p. CRS-14.

<sup>86</sup> Allocutions de messieurs Powell et Obure du 31 octobre 2001 sur [www.state.gov/secretary/rm/2001/5845pf.htm](http://www.state.gov/secretary/rm/2001/5845pf.htm).

<sup>87</sup> Voir infographie en annexe 12.

partie, elle fut le théâtre d'un changement d'alliance en pleine guerre froide, les Etats-Unis lâchant la Somalie pour défendre l'Ethiopie. La guerre froide terminée, les Etats-Unis se retrouvèrent dans le nouveau rôle de shérif récalcitrant et amorcèrent un retrait de la zone. L'élément de besoin stratégique perdait de son importance et fut remplacé par la résolution des problèmes humanitaires, le secours aux victimes de la famine et le désir de mettre fin aux violations des droits de l'homme.

Mais la lutte contre le terrorisme dans la région ne date pas du 11 septembre 2001. Il nous faut souligner que c'est sur une base d' « obligation de résultat » que l'administration a relancé l'intérêt pour la zone dans ce domaine. Le troisième élément de toutes les convoitises américaines, le pétrole, semble manquer au tableau. Ce n'est cependant qu'une illusion. Car à la présence connue de gisements au Soudan et au Tchad, il faut ajouter les prospections réalisées le long des côtes somaliennes par des sociétés multinationales. Djibouti et Assab en Erythrée sont aussi des points d'entrée pour l'acheminement de pétrole dans toute la région et ont à ce sujet une certaine importance.

La présence américaine dans la région de la Corne se fait donc à nouveau sentir. Cependant, à force de changer d'alliances dans la région (Somalie et Ethiopie) ou de soutenir deux poids lourds plutôt qu'un (Kenya et Ethiopie), la politique dans la corne de l'Afrique manque de clarté, c'est le moins que l'on puisse dire.

La crainte du monde extérieur détermine la politique africaine des Etats-Unis. Cette conclusion, validée dans la deuxième partie, semble pouvoir servir de fil rouge à la troisième partie que nous venons de décliner. C'est ce qui expliquerait la volonté de diminuer la dépendance du pétrole provenant du Golfe Persique. La résolution de conflits générateurs de trafics de minerais et le désir de mise sous tutelle de l'Afrique du sud pourraient également être compris sous l'angle de la crainte de l'autre. Enfin, la chasse aux foyers du terrorisme dans la région de la corne expliquerait encore mieux le regain d'intérêt pour la région. Les autres ingrédients que sont le commerce et le contrôle de certaines ressources ont toujours été présents.

## CONCLUSION

Il y aura toujours une tendance à effacer le continent africain de la carte des intérêts américains dans le monde. Ce discours est celui retenu par la plupart des organisations soutenant le développement humain. Elles insistent sur le côté mercantile et calculateur des Etats-Unis. On ne peut certainement pas leur donner tort, surtout quand on souligne d'une part l'acharnement marqué par l'administration à enrôler les pays d'Afrique dans le commerce mondial et d'autre part le refus des présidents américains successifs de signer des traités internationaux tels le protocole de Kyoto ou les accords d'Ottawa. Pour achever de noircir le tableau, il suffit de citer le rôle peu glorieux que jouent des compagnies pétrolière en Afrique ou encore le soutien carrément scandaleux apportés par des intérêts américains aux éléments perturbateurs du conflit de l'Afrique des grands lacs. Cependant, par honnêteté intellectuelle, nous devons reconnaître que la politique d'un pays n'est pas celle de certaines multinationales. Reconnaître ce fait n'est pas un aveu d'impuissance. Il s'agit uniquement d'un constat froid et objectif, tel qu'il doit être tiré en marge de l'analyse de l'action des gouvernements des plus grandes nations industrialisées. Avec cynisme on pourrait ajouter que c'est le prix à payer à la démocratie. Il semble en effet que le discours marxiste alternatif a prouvé sa limite en fin de vingtième siècle. Les Etats-Unis, pas plus que la France, l'Allemagne, le Japon ou le Royaume-Uni n'ont une politique étrangère basée sur le respect du développement humain.

Nous avons vu que l'exercice de la politique extérieure des Etats-Unis était le résultat de l'action d'un grand nombre d'acteurs, jouant, soit en plein jour, soit dans l'ombre. D'habitude, ces acteurs participant au jeu de l'exercice de la démocratie ont des intérêts divergents. La somme des intérêts divergents s'annulait dans le passé et les positions extrêmes restaient confinées dans des cercles restreints peu influents sur la politique de l'État. A l'heure actuelle, les Etats-Unis se trouvent dans une position unique. L'élection présidentielle de décembre 2000 a porté un républicain à la maison blanche. Les élections législatives de 2002 ont renforcé la majorité républicaine au Capitole. Les observateurs politiques prédisaient une époque sombre pour la politique extérieure des Etats-Unis et un repli sur soi qui caractérise le courant de pensée républicain. Les attentats du 11 septembre ont-ils bouleversé la donne ?

Colin Powell, Condoleeza Rice et Walter Kansteiner étaient déjà en place à cette époque. Et la politique des Etats-Unis pour l'Afrique était définie avant que des avions de ligne ne frappent les immeubles du World Trade Center à New York : développement du commerce, aide humanitaire et sanitaire et soutien militaire limité. Héritière des années Clinton, la politique américaine n'avait pas de vocation à changer.

Les attentats fomentés par Al-Qaida sur le sol américain ont-ils transformé à ce point la politique américaine ? Dans ses grandes lignes certainement pas. Dans ses accents certainement. C'est ce qui ressort de notre analyse.

Les acteurs de l'administration s'agitent plus et utilisent dès que faire se peut l'argument du 11 septembre pour attirer l'attention des décideurs sur leur action. Des chefs d'Etats africains, des lobbies africains, afro américains ou militaro-industriels ont saisi cette « occasion » pour tenter de défendre leurs intérêts sur le continent africain.

La question qui s'impose suite à ce constat porte sur le côté bénéfique ou non de tels actes pour l'Afrique. La réponse de l'administration américaine est la suivante : celui qui décide des moyens à mettre en œuvre et en augmente le volume a le droit de décider qui peut bénéficier ou non de ses aides et de son action. C'est ce que la France a fait en Afrique pendant les années qui suivirent la fin du colonialisme en prétextant du fait qu'elle « savait faire ». A l'analyse, il ressort que les Etats-Unis ne font rien de mieux ni de pire, dans le fond. C'est dans la forme, plus commerciale et plus froide, que l'épuration est différente de celle de la France. Mais faut-il trancher ce débat – l'avantage ou l'inconvénient de la façon de prodiguer la politique d'une ancienne puissance coloniale par rapport à celle de l'unique puissance mondiale ?

Non. Nous ne le croyons sincèrement pas. L'Afrique aux africains. C'est ce que semblent demander les autochtones. C'est ce que leur proposent à leur manière les Etats-Unis. Ni moins, ni plus. Et après tout, qui peut leur contester le droit de choisir des partenaires privilégiés sur des principes de bonne gestion, à défaut de bonne gouvernance ?

Enfin, nous ne pouvions achever ces pages sans mentionner que le dénouement de la guerre en Irak aura une influence sur la future politique africaine des Etats-Unis. Dans quelles proportions ? L'avenir nous le dira<sup>88</sup>.

---

<sup>88</sup> Elément de réponse : FISHER-THOMPSON J., La guerre en Irak ne détournera pas les E-U de l'Afrique, Washington files, 27 mars 2003 sur <http://usinfo.state.gov/regional/af/usafr/french/f3032604.htm>.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. OUVRAGES GENERAUX

- ALLNER (M) et PORTIS (L), La politique étrangère des Etats-Unis depuis 1945, de la guerre mondiale à la mondialisation, Ellipses, Paris, 2000.
- AMBROSE (S), Rise to Globalism : American Foreign Policy since 1938, New York, Pengum, 1985.
- ARNETT (P), Live from the Battlefield. 35 Years in the World's War Zones, from Vietnam to Bagdad, New York, Simon and Schuster, 1994.
- BLOOM (A), L'âme désarmée, Juillard. Paris 1987.
- BLUM (W), Killing Hope : US Military and CIA Interventions since World War II, New York, Common Courage Press, 1995.
- BLYDEN (E), Christianity, Islam and the Negro Race, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1967.
- BOORSTIN (D), The Americans : The Democratic Experience, New York, Random House, 1973 (trad. Française : Histoire des Américains, tome 3, L'Expérience démocratique, Paris, Armand Colin, 1981).
- BREZINSK (Z), The Great Chessboard : American Primacy and its Geostrategic Imperatives, Basic Books, New York, 1997.
- BRUNEL (S) (sous la coordination de), Géopolitique de la faim dans le monde, Action contre la faim, PUF, Paris, édition 2001.
- CHOMSKY (N), Deterring Democracy, Londres, Vintage, 1992.
- COHEN (W), America in the Age of Soviet Power, 1945-1991, vol. IV de The Cambridge History of American Foreign Relations, 1995.
- COSTEL (E), Géopolitique contemporaine, Que Sais-Je, n°693, Paris, 1997.
- CURTIS (M), The Great Deception : Anglo-American Power and World Order, Londres, Pluto Press, 1998.
- DESPORTES (V), L'Amérique en Armes, Economica, Paris, 2002.
- DIKES (P), The Emergence of the Super-Powers a Short Comparative History of the USA and the USSR, Macmillan, New York, 1970.
- ERINGER (R), The Global Manipulators, Bristol, Pentacle Books, 1980.
- FOHLEN (C), Les Etats-Unis au XX<sup>e</sup> siècle, Aubier, Paris, 1988.

**FOUET (M)**, L'économie des États-Unis, coll. Repères, La Découverte, Paris, 1989.

**GADDIS (J-L)**, The United States and the Origins of the Cold War (1941-1947), New York, Columbia UP, 1972.

**GADDIS (J-L)**, Strategies of Containment : A Critical Appraisal of American National Security Policy, New York, Oxford UP, 1982.

**GROSSER (P)**, Les Temps de la guerre froide, Complexe, Bruxelles, 1995.

**HALLIN (D)**, We Keep America on Top of the World : Television Journalism and the Public Sphere, Londres, Routledge, 1994.

**HEATHERLY (C-L)**, Mandate for Leadership : Policy management in a Conservative Administration, Washington DC, The Heritage Foundation, 1981.

**HEFFER (J)**, Les Etats-Unis de Truman à Bush, Armand Colin, Paris, 1992.

**HOCKING (B) et SMITH (M)**, Beyond Foreign Economic Policy. The United States, the Single European Market and the Changing World Economy, Pinter, Londres, 1997.

**HUNTINGTON (S)**, The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order, Touchstone Books, Londres, 1998.

**KASPI (A)**, Les Américains, Points Seuil, Paris, 1989.

**KASPI (A), BERTRAND (Cl-J), HEFFER (J)** La civilisation américaine, PUF, Paris, 1985.

**KISSINGER (H)**, Does America need a foreign Policy ? Toward a Diplomacy for the 21<sup>st</sup> Century, Simon and Schuster, New York, 2001.

**LABEFER (W)**, America, Russia, and the Cold War, 6<sup>ème</sup> éd., New York, McGraw-Hill, 1991.

**LACORNE (D), RUPNIK (J) et TOINET (MF)**, L'Amérique dans les têtes un siècle de fascination et d'aversion, Hachette, Paris, 1986.

**LEMARCHAND (Ph)** (sous la direction de), Atlas des Etats-Unis, les paradoxes de la puissance, Atlante, Editions Complexe, 1997.

**LEUNKH (A) et TOINET (M-F)** (éds.), L'État des Etats- Unis : les moyens de la puissance, La Découverte, Paris, 1990.

**LUNDESTAD (G)**, The Fall of Great Powers, Oxford University Press, New York, 1994.

**LUTTWARK (E)**, The Endangered American Dream, Simon & Schuster, New York, 1993.

**MAURICE (A)**, L'Amérique en valeur, Complexe, Bruxelles, 1997.

**MORISON** (S E), *The Oxford History of the American People*, Mentor, Oxford, 1972.

**NORTON** (MB), **KATZMAN** (DM) et **ESCOTT** (PD), **CHUDACOFF** (HP), **PATERSON** (TG) et **TUTTLE** (WM), *A People and a Nation*, Houghton Mifflin Company, USA, 1994.

**MAY** (E), éd., *American Cold War Strategy : Interpreting NSC-68*, New York, St. Martins Press, 1993.

**MCGREGOR BURNS** (J), *Roosevelt: The Soldier of Freedom*, New York and London, Harcourt Brace Javanovich, 1970.

**NOUAILHAT** (Y-H), *Les Etats-Unis et le monde au XX<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, Paris, 1997.

**NYE** (J), *Bound ta Lead : The Changing Nature of American Power*, Basic Books, New York, 1990.

**NYE** (J), *Le Leadership américain. Quand les règles du jeu changent*, Presses Universitaires de Nancy, Nancy, 1994

**ODELL** (P-R), *Oil and World Power*, New York, Penguin, 1983.

**POLI** (B), *Histoire des doctrines politiques aux Etats-Unis*, Que Sais-Je, n°1345, Paris, 1994.

**RUGGIE** (J), *Winning the Peace : America and World Order in the New Era*, Columbia University Press, New York, 1996.

**SALAME** (G), *Appels d'empire, ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Fuyard, Paris, 1996.

**STACKPOLE** (E), *Whales and Destin y: The Rivalry between America, France, and Britain for Control of the Southern Whale Fishery, 1785-1825*, Amherst, University of Massachusetts Press, 1972.

**TAYLOR** (Ph-M), *Global Communications, International Affairs and the Media since 1945*, Londres, Routledge, 1997.

**TAYLOR** (Ph-M), *The Pentagon Papers*, New York, Bantam Books, 1971.

**TODD** (E), *Après l'Empire Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, Paris2002

**TRAVIS** (FF), *Kennan and the American-Russian Relationship (1865-1924)*, Ohio University Press, Ohio, 1982.

**TRUMAN** (H-S), *Years of Decision*, Garden City, Doubleday, 1955.

**VALLADAO** (A), *Le XXI<sup>e</sup> siècle sera américain*, La Découverte, Paris, 1993.

**VAN DE WALLE** (N) et **JOHNSTON** (T), *Repenser l'aide de l'Afrique*, KARTHALA,

Paris, 1999.

VINCENT (B) (sous la direction de), Histoire des Etats-Unis, Presses Universitaires de Nancy, Nancy, 1994.

ZINN (H), A People's History of the United States, New York, Harper & Row, 1<sup>re</sup> éd., 1980, éd. revue et mise à jour, 1995.

ZORGBIBE (C), L'après guerre froide dans le monde, Que Sais-Je, n°2750, Paris, 1993.

ZWANG (A), Les Etats-Unis et le monde : rapports de puissance (1898 – 1998), Ellipses, Paris, 1998.

## **2. OUVRAGES SPECIALISES**

**AICARDI de SAINT-PAUL**, La politique africaine des Etats-Unis : mécanismes et conduite, ECONOMICA, Paris, 1984.

AUSTIN (D), Politics in Africa, Hanover, N. H., University Press of New England, 1980.

AYISSI (A), Le défi de la sécurité régionale en Afrique après la guerre froide : vers la diplomatie préventive et la sécurité collective, Collection Nations Unies, New York – Genève, 1994.

BACHARAN (N), Histoire des Noirs américains au XX<sup>e</sup> siècle, Complexe, Bruxelles, 1994.

BOHANNAN (P) et CURTIN (P), Africa and Africans, 4<sup>ème</sup> edition, Waveland Press, Prospect Heights, Illinois, 1995.

CARTER (G) et O'MEARA (P), éd., International Politics in South Africa, Bloomington, Indiana University Press, 1983.

CHALIAND (G), L'enjeu africain, géostratégie des puissances, 1980.

CROCKER (C), High Noon in Southern Africa: Making Peace in a Rough Neighborhood, W.W. Norton, New York, 1992.

CUNNINGHAM (S), The Copper Industry in Zambia : Foreign Mining Companies in a Developing Country, New York, Praeger, 1981.

FRANKLIN (J) et MEIER (A), éd., Black Leaders of the Twentieth Century, Champaign, University of Illinois Press, 1983.

GANN (L.H) et DUIGNAN (P), Africa South of the Sahara : The Challenge to Western Security, Stanford, Calif., Hoover Institution Press, 1981.

GEORGE (S), Jusqu'au cou. Enquête sur la dette du tiers monde, Paris, La Découverte, 1988.

GIRLING (J), America and the Third World : Revolution and Intervention, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1980.

HENRIKSEN (T), éd., Communist Powers and Sub-Saharan Africa, Stanford, Calif., Hoover Institution Press, 1981.

HERBST (J), States and Power in Africa : Comparative lessons in Authority and Control, Princeton University Press, Princeton, 2000.

HARTUNG (W). et MOIX (B)., Deadly Legacy: U.S. Arms to Africa and the Congo War, World Policy Institute, New York, janvier 2000.

HOCHSCHILD (A)., King Leopold's Ghost, Houghton Mifflin, New York, 1998.

**HUGON (P)**, L'économie de l'Afrique, La Découverte, collection Repères, Paris, 1993.

**HUNT (M)**, Ideology and US Foreign Policy, New Haven, Yale UP, 1987.

Partitioning of Africa, 1880-1920, Westport, Conn., Greenwood Press, 1981.

**KITCHEN (H)**, U. S. Interests in Africa, New York, Praeger, 1983.

**LAIDI (Z)**, Les contraintes d'une rivalité, les superpuissances et l'Afrique (1960 – 1985), 1985.

**LIEBER (R)**, Eagle Adrift. American Foreign Policy or the End of the Century, Longman, New York, 1997.

**LOWI (T)**. et **GINSBERG (B)**., American government : freedom and power, WW Norton and Company, New York.

**MAGYAR (K)**, United States Interests and Policies in Africa: Transition to a New Era, St Martin's Press, New York, 2000.

**MARCUS (H)**, Ethiopia, Great Britain, and the United States, 1941-1974 : The Politics of Empire, Berkeley, University of California Press, 1983.

**MARCUS (R)** et **BORNER (D)**, éd., America since 1945, New York, St. Martin's Press, 1981.

**MARTEL (G)**, American Foreign Relations Reconsidered, 1890-1993, Routledge, Londres. 1994.

**MELANDRI (P)**, La politique extérieure des Etats-Unis de 1945 à nos jours, PUF, Paris, 1995.

**MOIKOBU (J) M.**, Blood and Flesh : Black American and African Identification, Westport, Conn., Greenwood Press, 1981.

**MUNGER (E)**, Touched by Africa, Pasadena, California, Castle Press, 1983.

**MYERS (D)**, U. S. Business in South Africa : The Economic, Political and Moral Issues, Bloomington, Indiana University Press, 1983.

**PATERSON (T)**, Major Problems in American Foreign Policy, 2<sup>e</sup> éd., 2 vol.. Lexington Books, Massachusset, 1983.

**PATERSON, THOMAS, et MERRILL (D)**, Problems in American Foreign Relations: Documents and Essays, 4<sup>e</sup> éd, Lexington, Mass, D. C. Heath, 1994, vol. II.

**PEARLMAN, (M)**, Warmaking and American Democracy, University Press of Kansas, 1999.

**POWELL (C)**, My American Journey: An Autobiography, Random House Trade Paperback, septembre 1995.

**PRUNIER (G)**, "Rwanda, 1959 / 1996, histoire d'un génocide", Edition DAGOMO, Paris, 1997.

**SCHRAEDER (P)**, United States Foreign Policy Toward Africa: Incrementalism, Crisis, and Change, Cambridge University Press, Cambridge, 1994.

**SCROGGS, (S)**, Army relations with Congress, Praeger, CT, 2000.

**SERAFATY (S)**, éd., The Media and Foreign Policy, New York, St. Martin's Press, 1991.

**WELLS (S)**, La politique étrangère de Bill Clinton, Ramses 1997, IFRI, DUNOD, Paris, 1996.

**WIHBEY (P).** et **SCHUTZ (B).**, African Oil: A Priority for U. S. National Security And African Development, The Institute for Advanced Strategic and Political Studies Research Papers in Strategy, Washington, mai 2002

### **3. REVUES, ARTICLES ET DEPECHEES**

**AFP**, George W. Bush entend redéfinir la politique étrangère américaine et Les priorités de Bush en politique intérieure et extérieure, 15 janvier 2001.

AFP, Washington courtise les indécis, 21 février 2002.

ADJETE (P), Afrique - Etats-Unis : entre aide et commerce, fiche, site [www.pagel.com](http://www.pagel.com).

AFRICA ACTION, Sudan : Peace Process Update, Nairobi/Bruxelles, 10 février 2003, sur [www.africaaction.org/docs03/sud0302.htm](http://www.africaaction.org/docs03/sud0302.htm).

AGUIRE (M), L'Occident en quête de supplétifs, Le Monde diplomatique, mars 2001.

ALBERT (S) et SCHMID (L), Les Etats-Unis et l'Afrique, Bulletin du centre d'analyse et de prévision, n°65, hiver 1995/1996.

AMAOKO (K), Accelerating the Pace of Regional Integration in Africa: The Challenges Ahead, 4 mars 2002, sur [www.uneca.org/eca\\_ressources](http://www.uneca.org/eca_ressources).

ANDREANI (G), Les Américains et leur politique étrangère, Bulletin du centre d'analyse et de prévision, n°65, hiver 1995/1996.

ANNAN (K), Do look now, the world's getting better, The world in 2003, The Economist, décembre 2002.

BIRDSALL (N), CLAESSENS (S) et DIWAN (I), Will HIPC Matter? The Debt Game and Donor Behaviour in Africa, Discussion Paper No. 2002/50, World Institute for Development Research, mai 2002.

BLONDIN-DIOP (O), L'Afrique et le nouveau siècle, Le Monde, 27 janvier 2001.

BONNEMAISON (E), la stratégie militaire des Etats-Unis en Afrique subsaharienne au tournant du siècle, Revue Défense nationale, Chronique, janvier 2001.

BOOKER (S), Thinking Regionally Priorities for US toward Africa, [www.africaaction.org/bp/regional.htm](http://www.africaaction.org/bp/regional.htm), mars 1996.

BOOKER (S) et MINTER (W), The US and Nigeria: Thinking beyond Oil, Africa Action, janvier 2003, sur [www.africaaction.org/featdocs/nig2003.pdf](http://www.africaaction.org/featdocs/nig2003.pdf)

BOUCHER (E), L'initiative pour les Amériques du président Bush America to Americans?, SEDEIS (Chronique d'actualité), (15 oct. 1991).

BOURGI (A), Afrique le rêve américain, Jeune Afrique, 28 novembre 2002.

BOURGI (A), Clinton et l'Afrique : vive le business, revue Jeune Afrique, n°1903, 25 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1997.

**BROUSSARD** (P), La fatale dérive de l'Ouganda, Le Monde, 4 novembre 2000.

CHAIGNEAU (P), Afrique subsaharienne : les dures lois de l'afro-réalisme, CCE INTERNATIONAL, n°490, février 2001.

COLSON (B), Le Tiers Monde dans la formulation de la stratégie nationale de sécurité, de Ronald Reagan à Bill Clinton, sur [www.stratisc.org/pub/pub\\_bruno\\_colson\\_tmrsa.htm](http://www.stratisc.org/pub/pub_bruno_colson_tmrsa.htm).

CONESA (P), Une géographie du monde utile, Le Monde diplomatique, mars 2001.

CONSEIL FRANÇAIS DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE, Les entreprises françaises et l'Afrique, 13ème rapport du CIAN, Paris, 20 décembre 2001.

CUMMINGS (R), La politique américaine à l'égard de l'Afrique : continuité et changement 1958 / 1988, Revue politique étrangère, mars 1988.

DUTEIL (M), France – Afrique : nouveau jeu, Le Point, 19 janvier 2001.

FRACHON (A) et VERNET (D), Les Etats-Unis, puissance manifeste, Le Monde, 23 janvier 2001.

FRIEDBERG (A), The Future of American Power, Political Science Quarterly, (Vol. 109 n°1), 1995.

GARTEN (J), Business and Foreign Policy, Foreign Affairs, mai-juin 1997.

GELLMAN (B), The Global Response to AIDS in Africa, Washington Post, 5 juillet 2000.

GILGUY (C), Conférence de la Wilton House : construire la stabilité politique en Afrique subsaharienne, Revue Marché tropicaux, n°2139, 3 octobre 1997.

GOODMAN (J), SPAR (D), YOFFIE (D), Foreign Direct investment and the Demand for Protection in the United States, International Organization, (Vol. 50, N°4), 1996.

HUGUEUX (V), Afrique centrale : l'épouvantail américain. Revue Politique internationale, n°77, automne 1997.

IKENBERRY (G), The Future of International Leadership, Political Science Quarterly, (Vol. III. n°3). 1996.

JOANNIDIS (M), France - Etats-Unis : nouvelle rivalité en Afrique, fiche RFI, 4 décembre 1996.

JOANNIDIS (M), Etats-Unis : l'ambition africaine de Bill Clinton, fiche RFI, 9 janvier 1997.

JOANNIDIS (M), Etats-Unis : Bill Clinton voudrait une politique d'aide aux pays du Sud plus crédible, fiche RFI, 23 janvier 1997.

**JOANNIDIS (M)**, Afrique : Paris et Washington cherchent un rapprochement, fiche, site [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr), 13 février 1997.

**JOANNIDIS (M)**, Zaïre : comment les Américains cherchent à s'imposer dans la solution du conflit, fiche, site [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr), 13 mars 1997.

**JOXE (A)**, Le débat stratégique américain. Révolution dans les affaires militaires ?, Cahiers d'études stratégiques (n° 18), EHESS, 1995.

**KAPLAN (R)**, L'administration Clinton - Gore a privilégié l'Afrique comme jamais auparavant, Revue géopolitique africaine, n°1, janvier 2001.

**KAPLAN (R)**, Washington / Alger : notre objectif principal a toujours été la stabilité au Maghreb, Revue géopolitique africaine, n°1, janvier 2001.

**KAPPÈS-GRANGÉ (A)**., Bush dicte sa loi, L'intelligent, 2 décembre 2002, sur [www.jeunafrique.com](http://www.jeunafrique.com).

**KELLEY (K)**, US moves to protect Interest in African Oil, The East African, 16 décembre 2002.

**KPATINDE (F)**, Amérique, mon amour, L'intelligent, 22 mai 2001.

**KRISTOL (W) et KAGAN (R)**, Etats-Unis : politique étrangère, la tentation isolationniste, The New York Times, Courrier international n°470, 4 novembre 1999.

**KRUEGER (J)**, U.S. Oil Stakes in West Africa, CSIS, Africa notes, volume 11, décembre 02, rapport de 3 pages disponible sur [www.csis.org](http://www.csis.org).

**LANCASTER (C)**, The Devil is in the Details, Center for Global Development, 11 décembre 2002.

**LEYMARIE (P)**, Le continent noir entre ancien et nouveau monde.... Washington à la conquête d'espaces vierges en Afrique, Le Monde diplomatique, mars 1998.

**LEYMARIE (P)**, Au nom de la démocratie, du bonheur et de la prospérité : les Etats-Unis, nouveaux parrains du continent africain, Le Monde diplomatique, avril 1992

**MONTAGUE (D)**, Africa: the new oil and military frontier, disponible sur [www.worldpolicy.org/projects/arms/updates/092002.html](http://www.worldpolicy.org/projects/arms/updates/092002.html).

**MORRISON (S)**, Etats-Unis – Afrique : entre méfiance et amitié, Revue géopolitique africaine, n°1, janvier 2001.

**MOURADIAN (A)**, Un accord sacrifié sur l'autel du libre-échange : offensives contre la convention de Lomé, Le Monde diplomatique, avril 1995.

**NYE (J)**, Soft Power, Foreign Policy, automne 1990.

**PASCALINI (V)**, Etats-Unis – Afrique : faut-il avoir peur des Américains, article MFI, site [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr), 11 décembre 1997.

**PENINO (J.-L.)**, Un redéploiement stratégique dans la Corne de l'Afrique, Le Monde Diplomatique, décembre 2001.

**PRUNIER (G)**, Un démenti à l'afro-pessimisme : forces et faiblesses du modèle ougandais, Le Monde diplomatique, février 1998.

**PRUNIER (G)**, Congo-Kinshasa : la première guerre inter-africaine, Revue géopolitique africaine, n°1, janvier 2001.

**RADELET (S)**, Qualifying for the MCA, Center for Global Development, 13 décembre 2002.

**REVEL (C)**, La diplomatie exportatrice des Etats-Unis en Afrique, fiche, site [www.geoscopie.com](http://www.geoscopie.com).

**ROSS (G)**, UN SEUL OBJECTIF, FAIRE DES AFFAIRES : la nouvelle diplomatie, Le Monde diplomatique, août 2000.

**SADA (H)**, La politique africaine des Etats-Unis, Revue Défense nationale, Chronique, février 1998.

**SADA (H)**, Afrique : les Etats-Unis et les nouveaux dirigeants africains, Revue Défense nationale, Chronique, juillet 1998.

**SCHNEIDMAN (W)**, L'initiative du président Clinton relative au partenariat avec l'Afrique, fiche, site [www.usinfo.state.gov](http://www.usinfo.state.gov), août 1999.

**SERVANT (J.-C.)**, Offensive sur l'or noir africain, Le Monde Diplomatique, janvier 2003.

**SINAI (A)**, Douteux partenariat pour l'Afrique, Le Monde Diplomatique, décembre 2002.

**SOUDAN ( F )**, Afrique subsaharienne : « Fini la démocratie, vive l'antiterrorisme ! », Jeune Afrique, 25 décembre 2001.

**STERN (B)**, Le président sud-africain lance un « Plan pour la renaissance de l'Afrique, Le Monde, 29 janvier 2001.

**STERN (B)**, Les investissements privés ont représentés 64% de l'aide aux pays pauvres en 1999, Le Monde, 14 février 2001.

**STOLTZ (J)**, Un grand frère à forte influence, Le Monde diplomatique, février 1999.

**TESSIER (M) et FORTMANN (M)**, Les Etats-Unis : mutation d'une superpuissance dans l'après-guerre froide, La revue internationale et stratégique, printemps 2001.

**VEDRINE** (H), La diplomatie au service de la démocratie, Le Monde, 22 février 2001.

**VICK** (K)., Vital Ore Funds Congo's War: Combatants Profit from Col-Tan Trade, Washington Post, 19 mars 2001

**WIITTKOPF** (E), What Americans Really Think About Foreign Policy, The Washington Quarterly, (Vol.16, n<sup>0</sup>3), 1996.

**WOLPE** (H), La politique des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique centrale, déposition à la Chambre, site [www.usinfo.state.gov](http://www.usinfo.state.gov), 11 mars 1998.

#### **4. DOCUMENTS OFFICIELS**

- BUSH G., Discours devant le forum de l'AGOA, 16 mai 2001.
- BUSH G., Discours à la Banque mondiale, 17 juillet 2001.
- BUSH G., Discours devant le forum de l'AGOA, 29 octobre 2001.
- BUSH G., Discours au dîner du Sommet Leon Sullivan 20 juin 2002.
- BUSH G., Discours au Forum de l'AGOA, 15 janvier 2003
- CLINTON W., US President executive order on AIDS Drugs.
- Commission On Integrated Long-Term Strategy, Discriminate Deterrence, Washington, D.C., Government Printing Office, janvier 1988.
- Comprehensive Report on U.S. Trade and Investment Policy Toward Sub-Saharan Africa and Implementation of the AGOA, Washington, Mai 2002.
- COPSON R., Africa Backgrounder, rapport CRS pour le Congrès RL30029, 5 janvier 2001.
- COPSON R., AIDS in Africa, Issue Brief for Congress, mise à jour du 7 janvier 2003.
- DAGNE, T., Sudan : Humanitarian Crisis, Peace Talks, Terrorism, and US Policy, Issue Brief for Congress, IB98043, Librairie du Congrès, Washington, mise à jour du 23 janvier 2003.
- FISHER-THOMPSON J., La guerre en Irak ne détournera pas les E-U de l'Afrique, Washington files, 27 mars 2003.
- Foreign Aid in the National Interest : Promoting Freedom, Security and Opportunity, USAID, Washington, janvier 2003.
- KANSTEINER W, Weak States and Terrorism in Africa : US policy options in Somalia, Washington, janvier 2003.
- KANSTEINER W, Africa's weak states : US policy options for Angola, Déposition devant le Sénat, Washington, 16 octobre 2002.
- National Energy Policy Report, mai 2001.
- Nations Unies, Evaluation Indépendante de l'implantation du nouvel agenda des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, New York, juin 2002.
- NATSIOS S., Discours d'introduction du Rapport USAIDS, Heritage Foundation, Washington, 7 janvier 2003.
- NOWELS L, The MCA : Congressional Consideration of a New Foreign Aid Initiative, Report for the Congress, RL31687, 3 janvier 2003.
- Millenium Challenge Account, A Presidential Initiative, Août 2002.

Plan d'Action pour l'Afrique du G8, Sommet de Kananaskis, 2002.

POWELL C, Conférence de presse du secrétaire d'État adjoint aux affaires Africaines, 19 Septembre 2002.

POWELL C., discours lors d'un séminaire organisé au sujet du développement africain le 9 septembre 2002.

POWELL et OBURE, Allocutions sur le Kenya, 31 octobre 2001.

Rapport au Congrès Africa: U.S. Foreign Assistance Issues IB95052, 3 décembre 2002.

Rapport au Congrès Africa: U.S. Foreign Assistance Issues IB95052, mise à jour du 28 février 2003.

Supporting U.S. Strategy for Third World Conflict, Regional Conflict Working Group, juin 1988.

Terrorist Threat in Horn of Africa, conférence faite au Pentagone par un officiel anonyme le 8 mars 2002.

The National Security Strategy of the United States of America, Washington, 17 septembre 2002.

UNECA, Annual Report On Integration In Africa 2002, mars 2002.

US International Trade Commission, U.S. Trade and Investment With Sub-Saharan Africa, troisième rapport annuel, Washington, décembre 2002.

US Security Strategy for Sub-Saharan Africa, Rapport du bureau des affaires internationales sécuritaires, DoD, Août 1995.

## 5. SITES INTERNET

<a href="http://www.africaaction.org">www.africaaction.org</a>	(Groupe de pression afro américain)
<a href="http://www.africa.u-bordeauw.fr">www.africa.u-bordeauw.fr</a>	(Annuaire des ressources web sur l'Afrique du Centre d'Etudes d'Afrique Noire de l'Université de Bordeaux)
<a href="http://www.africaintelligence.fr">www.africaintelligence.fr</a>	(Magazine africain en français)
<a href="http://www.african-geopolitics.org">www.african-geopolitics.org</a>	(Magazine géopolitique africain)
<a href="http://www.afrik.com">www.afrik.com</a>	(Magazine africain en français)
<a href="http://www.afrique-info.net">www.afrique-info.net</a>	(Informations Afrique)
<a href="http://www.agoa.gov">www.agoa.gov</a>	(Site officiel du gouvernement américain sur l'AGOA)
<a href="http://www.biblelec.com">www.biblelec.com</a>	(Bibliothèque électronique)
<a href="http://www.c-df.org">www.c-df.org</a>	(Centre de documentation française)
<a href="http://www.columbia.edu">www.columbia.edu</a>	(Université de Columbia)
<a href="http://www.courrierinternational.com">www.courrierinternational.com</a>	(Courrier International)
<a href="http://www.csis.org">www.csis.org</a>	(Institut d'études stratégiques)
<a href="http://www.defenselink.mil">www.defenselink.mil</a>	(Département de la défense US)
<a href="http://www.democratafrica.org">www.democratafrica.org</a>	(Magazine Africain)
<a href="http://www.ecowas.int">www.ecowas.int</a>	(ECOWAS)
<a href="http://www.eia.doe.gov">www.eia.doe.gov</a>	(Centre d'études sur l'énergie)
<a href="http://www.fas.org">www.fas.org</a>	(Tout sur l'action militaire US)
<a href="http://www.foreignpolicy-infocus.org">www.foreignpolicy-infocus.org</a>	(Critiques de la politique étrangère US)
<a href="http://www.geoscopie.com">www.geoscopie.com</a>	(Magazine Géopolitique)
<a href="http://www.greatdecisions.org">www.greatdecisions.org</a>	(Forum de pensée afro américain)
<a href="http://www.infoguerre.com">www.infoguerre.com</a>	(Sur les guerres)
<a href="http://www.irinnews.org">www.irinnews.org</a>	(Institut de recherche international)
<a href="http://www.ladocfrancaise.gouv.fr">www.ladocfrancaise.gouv.fr</a>	(Documentation Française)
<a href="http://www.lecourrier.ch">www.lecourrier.ch</a>	(Droits de l'homme)
<a href="http://www.lemonde.fr">www.lemonde.fr</a>	(Le Monde)
<a href="http://www.marabout.net">www.marabout.net</a>	(Marabout, journal africain)
<a href="http://www.ncseonline.org">www.ncseonline.org</a>	(Bibliothèque du Congrès)
<a href="http://www.news.bbc.co.uk">www.news.bbc.co.uk</a>	(Nouvelles de la télévision anglaise)
<a href="http://www.oecd.org">www.oecd.org</a>	(Site officiel de l'OCDE)
<a href="http://www.opensecrets.org">www.opensecrets.org</a>	(Budgets dépensés pendant les élections US)

<a href="http://www.prairienet.org/acas">www.prairienet.org/acas</a>	(Association d'étudiants africains)
<a href="http://www.rfi.fr">www.rfi.fr</a>	(Radio France International)
<a href="http://www.state.gov">www.state.gov</a>	(Département d'Etat américain)
<a href="http://www.un.org">www.un.org</a>	(Nations Unies)
<a href="http://www.unaids.org/">www.unaids.org/</a>	(Nations Unies sur le SIDA)
<a href="http://www.usaid.org">www.usaid.org</a>	(Site officiel USAID)
<a href="http://www.usinfo.state.gov">www.usinfo.state.gov</a>	(Gouvernement Américain)
<a href="http://www.washingtonpost.com">www.washingtonpost.com</a>	(Washington Post)
<a href="http://www.whitehouse.gov">www.whitehouse.gov</a>	(Maison Blanche)

## ANNEXE 1: Carte de l'Afrique Subsaharienne

### Illustration 1 : L'Afrique subsaharienne

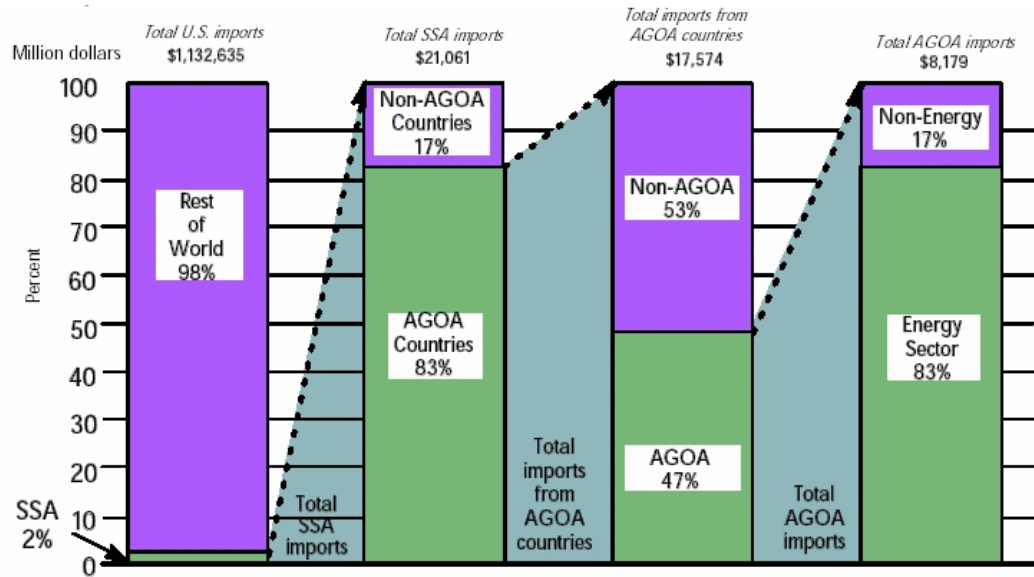
L'Afrique Subsaharienne est composée des Etats représentés sur cette carte, moins Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Sahara Occidental et Tunisie



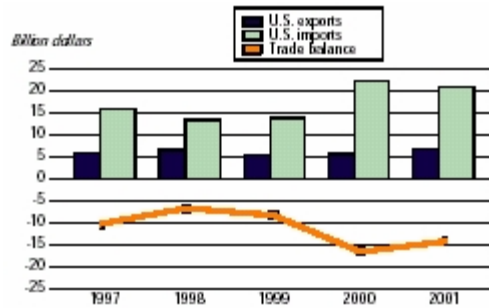
Source: l'observatoire de la démocratie en Afrique

## ANNEXE 2 : Commerce Etats-Unis - Afrique

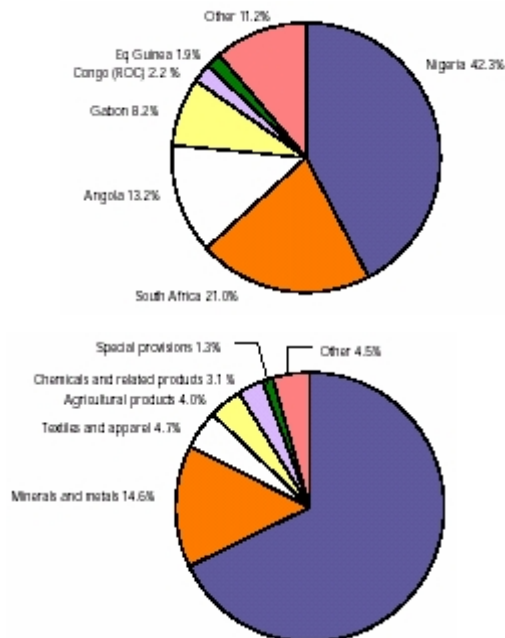
**Illustration 2 : Part de l'Afrique subsaharienne et comparaison par traité et par secteur**



**Illustration 3 : Balance commerciale américaine (chiffres 2001, en milliards de \$)**



**Illustration 4 : Importations par pays et secteur (chiffres 2001, en milliards de \$)**



Source : US International Trade Commission, U.S. Trade and Investment With SSA, troisième rapport annuel, Washington, décembre 2002.

## ANNEXE 3 : Aide Américaine Totale et par Pays

**Tableau 4 : Aide Américaine Totale et par Pays**

(en milliers de dollars, par année fiscale américaine - FY)

Catégories	FY 2000	FY 2001	FY 2002	FY 2003
	Effective	Effective	Estimée	Demandée
Fonds pour la survie de l'enfant	291,500	344,070	421,223	0
Assistance au Développement	446,988	424,153	466,000	1,000,091
Development Credit Authority	756	388	0	0
Fonds de Support Economique	62,500	85,798	100,000	77,000
PL 480 Titre II	449,977	466,916	131,601	160,692
<b>Total</b>	<b>1,251,721</b>	<b>1,321,325</b>	<b>1,118,824</b>	<b>1,237,783</b>
<b>Aide par Pays</b>				
Angola	70,324	45,935	14,119	15,404
Bénin	17,967	17,971	18,598	16,284
Burundi	6,481	14,325	3,500	4,000
Democratic Republic of the Congo	15,142	39,347	22,513	21,500
Erythrée	11,387	12,949	10,338	10,427
Ethiopie	179,904	143,629	58,891	77,335
Ghana	58,480	58,124	46,062	54,694
Guinée	27,529	29,234	21,923	24,166
Kenya	63,237	83,773	49,971	58,827
Liberia	9,963	10,632	6,519	6,227
Madagascar	24,200	24,379	27,247	28,260
Malawi	34,907	29,766	32,742	37,167
Mali	39,153	37,708	32,756	32,961
Mozambique	73,646	68,159	48,319	62,362
Namibie	11,673	9,881	6,758	5,480
Nigeria	57,500	77,749	55,614	66,235
Rwanda	30,798	26,658	24,687	29,152
Sénégal	24,348	24,575	27,755	28,380
Sierra Leone	23,765	38,925	26,331	3,868
Somalie	11,412	12,702	15,833	2,900
Afrique du Sud	47,623	51,116	54,474	62,428
Soudan	36,181	55,388	12,249	22,300
Tanzanie	28,790	50,359	26,414	32,936
Uganda	70,656	81,763	67,284	78,824
Zambie	33,139	37,393	42,741	50,285
Zimbabwe	12,926	16,102	11,173	18,108

Source : <http://www.usaid.gov/country/afr/index.html>

## ANNEXE 4 : Assistance Américaine pour l'Afrique

**Tableau 5 : Total de l'aide américaine, tous programmes confondus**

Programme	FY2003 Demandé	FY2002 Estimé	FY2001	FY2000
Development Assistance (Of which, Child Survival)	1000.1	887.2 (421.2)	768.2 (344.1)	738.5 (284.0)
ESF	77.0	100.0	85.8	62.3
African Dev. Foundation	16.7	16.7	16.1	14.4
Peace Corps	56.2	53.6	54.5	52.3
International Narcotics Control	0	0	10.0	0
Peacekeeping Operations	40.0	56.0	46.5	36.6
Migration and Refugee Assistance	195.6	195.6	190.9	154.8
IMET	11.1	10.2	8.5	7.5
Foreign Military Financing	18.5	15.0	18.2	10.0
Contributions to Int'l Peacekeeping	486.7	475.0	252.8	170.7
African Development Bank	5.1	5.1	6.1	4.1
African Development Fund	118.1	100.0	99.8	127.0
Food Aid	160.7	131.6	466.9	472.6
<b>Total</b>	<b>2185.8</b>	<b>2046.0</b>	<b>2024.3</b>	<b>1850.8</b>

Exprimée en millions de dollars

Source : Rapport au Congrès Africa: U.S. Foreign Assistance Issues IB95052 du 3 décembre 02, p. CRS-9.

## ANNEXE 5 : Programmes FMS et IMET

**Tableau 6 : Programme FMS**

Programme de vente d'armes à des pays étrangers par le gouvernement américain au travers de l'agence américaine pour la défense et la coopération.

Principaux Bénéficiaires

	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>
Afrique du Sud	136	350	500
Botswana	1,050	650	844
Ethiopie	0	0	750
Ghana	676	200	0
Guinée	512	3,000	0
Mali	2,900	50	0
Nigeria	6,953	3,000	4,500
Sénégal	1,880	200	200
Zimbabwe	858	0	0
Total Afrique	21,151	8,650	7,744

Tableau 7: Programme IMET

Programme international d'aide et d'entraînement militaire qui, comme son nom l'indique, a entraîné en 2002 des militaires de 44 nations Africaines aux Etats-Unis.

Principaux Bénéficiaires

	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>
Botswana	663	580	600
Ethiopie	0	475	500
Ghana	338	470	500
Kenya	443	600	600
Nigeria	663	750	800
Sénégal	912	850	900
Afrique du Sud	1,200	1,450	1,450
Total Afrique	8,833	10,185	11,095

Source : [www.prairienet.org/acas/military/imet.html](http://www.prairienet.org/acas/military/imet.html)

## ANNEXE 6 : Prêts (loans) et ventes (sales) militaires à l'Afrique

**Tableau 8 : Prêts et ventes militaires à l'Afrique**

Principaux Bénéficiaires

	Loans			US Government Sales			US Commercial Sales		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Angola							0	399	911
Botswana	1,000	1,000	1,000	1,050	650	844	429	1,208	2,349
Cameroun							0	75	375
Djibouti							0	44	219
Erythrée	0	250	500						
Ethiopie	0	250	500	0	0	750	0	57	285
Gabon							280	473	586
Ghana	500	400	500	676	200	0			
Guinée	3,000	0	0	512	3,000	0			
Kenya	1,000	0	1,500				20	473	586
Mali				2,900	50	0			
Nigeria	10,000	6,000	6,000	6,953	3,000	4,500	58	5,812	12,595
Sénégal	800	400	500	1,880	200	200			
Afrique du Sud	1,000	6,700	6,000	136	350	500	740	5,856	19,234
Zambie							696	193	356
Zimbabwe				858	0	0			
Total	18,200	15,000	18,500	21,151	8,650	7,744	2,223	14,393	30,004

Note: Chiffres en milliers de dollars. Vérifiés en 2001, Estimés pour 2002 et 2003

Source : <http://www.prairienet.org/acas/military/militarysales.html>

## ANNEXE 7 : Programmes Foreign Military Financing et Commercial Sales

**Tableau 9: Dons et prêts militaires à bas taux d'intérêt**

Principaux Bénéficiaires

	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>
Botswana	1,000	1,000	1,000
Eritrea	0	250	500
Ethiopia	0	250	500
Ghana	500	400	500
Guinea	3,000	0	0
Kenya	1,000	0	1,500
Nigeria	10,000	6,000	6,000
Senegal	800	400	500
South Africa	1,000	6,700	6,000
Africa Total	18,200	15,000	18,500

Note: Chiffres en milliers de dollars. Vérifiés en 2001, Estimés pour 2002 et 2003

**Tableau 10: Ventes Commerciales**

Principaux Bénéficiaires

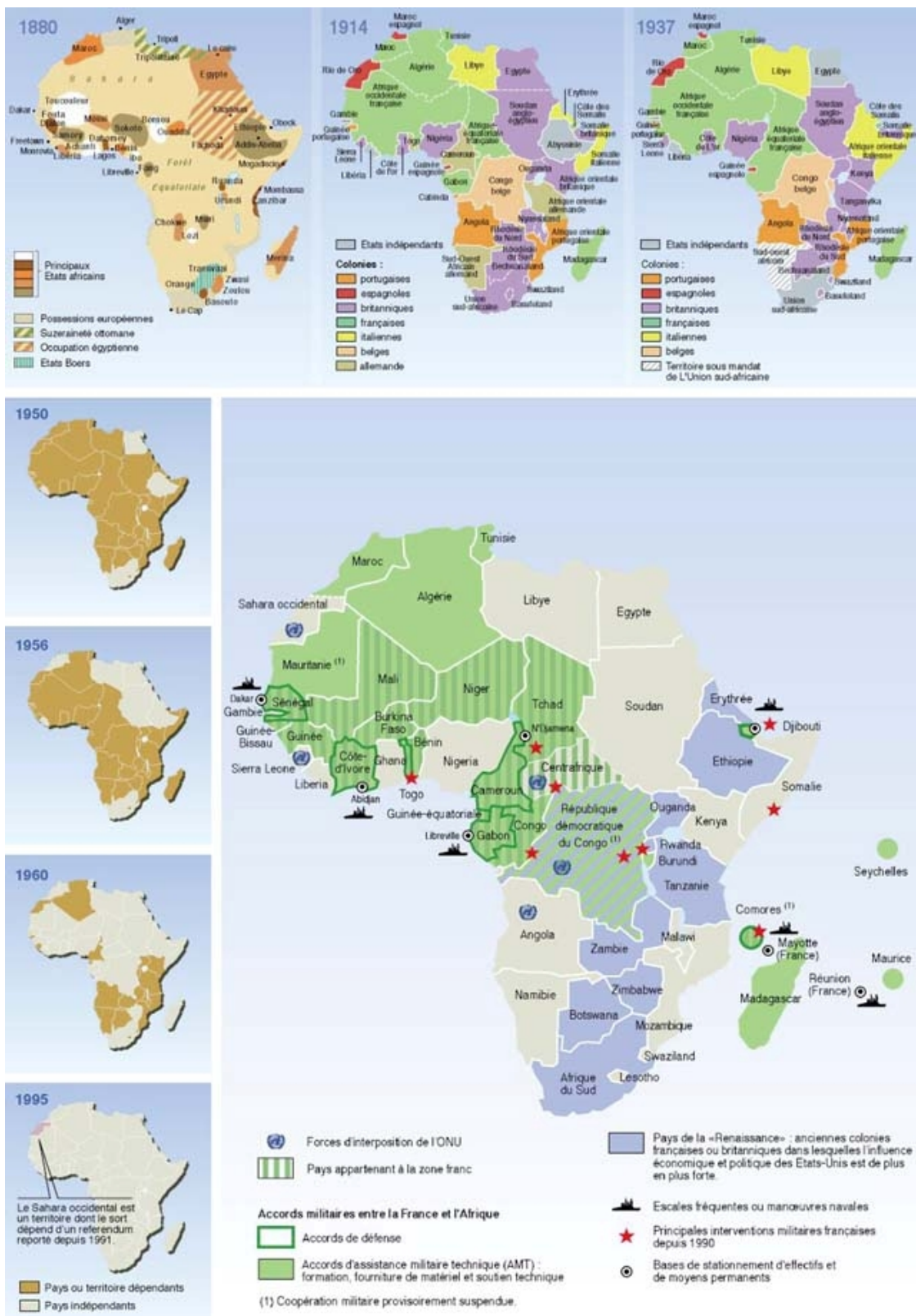
	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>
Angola	0	399	911
Botswana	429	1,208	2,349
Cameroon	0	75	375
Djibouti	0	44	219
Ethiopia	0	57	285
Gabon	280	473	586
Kenya	20	473	586
Nigeria	58	5,812	12,595
South Africa	740	5,856	19,234
Zambia	696	193	356
Africa Total	2,223	14,393	30,004

Note: Chiffres en milliers de dollars. Vérifiés en 2001, Estimés pour 2002 et 2003

Source : <http://www.prairienet.org/acas/military/militarysales.html>

# ANNEXE 8 : Evolution historique de l'Afrique

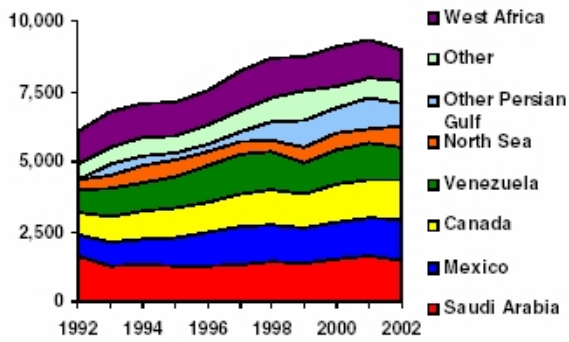
**Illustration 5 : Evolution historique de l'Afrique**



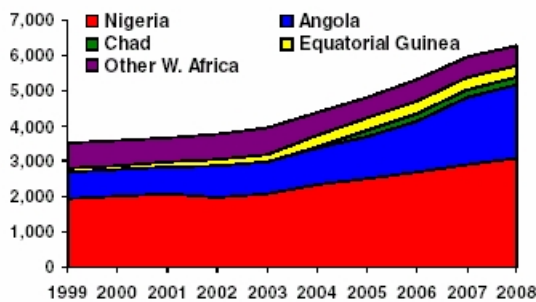
Source : Le monde diplomatique



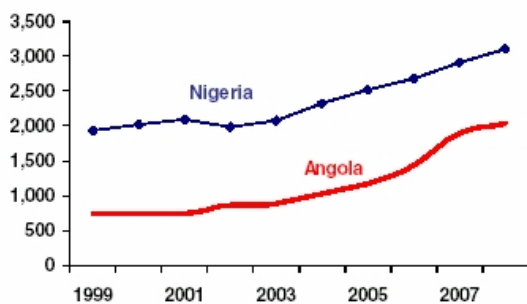
## ANNEXE 10: Pétrole en Afrique



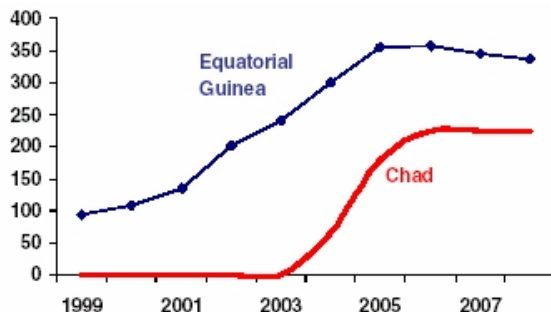
Thousand b/d  
*U.S. Crude Imports by Country of Origin*  
 (Graph courtesy of PFC Energy.)



Thousand b/d  
*Crude oil output Nigeria, Angola, Equatorial Guinea, and Chad*  
 (Graph courtesy of PFC Energy.)



Thousand b/d  
*Crude Oil Production in Nigeria and Angola*  
 (Graph Courtesy of PFC Energy.)



Thousand b/d  
*Crude Oil Production in Equatorial Guinea and Chad*  
 (Graph Courtesy of PFC Energy.)

### Illustration 7 : Pétrole en Afrique

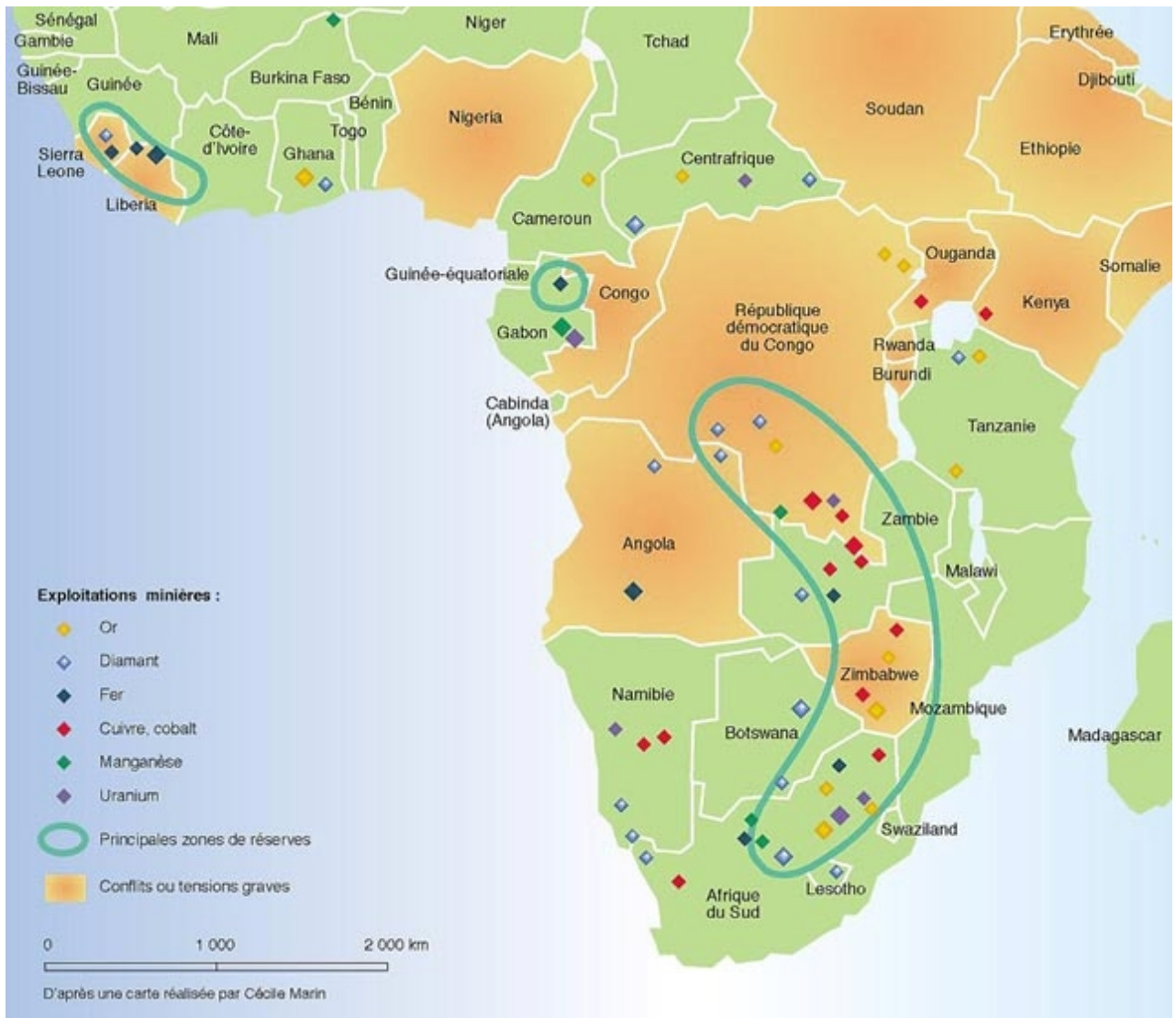
Ces graphiques nous montrent la part réelle du pétrole africain dans les importations américaines.

Elles montrent aussi les parts naissantes prévues de la Guinée équatoriale et du Tchad.

Source : Krueger J., U.S. Oil Stakes in West Africa, CSIS, Africa notes, volume 11, décembre 02, rapport de 3 pages disponible sur [www.csis.org](http://www.csis.org).

# ANNEXE 11 : Richesses minières de l'Afrique

**Illustration 8 : Richesses minières de l'Afrique**



Source : Le monde diplomatique

## ANNEXE 12 : Importance de la corne de l'Afrique

### Illustration 9 : Importance de la corne d'Afrique



Source : Le monde diplomatique

## Table des matières

GLOSSAIRE	2
SOMMAIRE	4
INTRODUCTION	5
PREMIERE PARTIE	6
Une politique privilégiant officiellement le triptyque paix, démocratie, développement	6
I. Définition de la politique	6
1. La Stratégie de Sécurité Nationale	6
2. Discours et actes soutenant cette politique	8
II. Les axes de la politique	11
1. Multilatéralisme et partenariat privilégié	11
2. Une volonté d'intégrer l'Afrique dans l'économie mondiale	14
3. Une aide sélective	16
4. Une coopération militaire et sécuritaire sans engagements	19
III. Les accents récents	22
1. Lutte contre le terrorisme	22
2. Augmentation des budgets d'aide (MCA, HIV, Education)	24
DEUXIEME PARTIE	27
Histoire, idéologie, phobie et puissance	27
I. L'anti-colonialisme américain	27
1. Histoire du continent africain	27
2. Fin du colonialisme	29
3. Les lobbys et les acteurs afro-américains	31
II. Besoins Sécuritaires	32
1. Idéal américain bouleversé	32
2. Influence des militaires	33
III. Néo-Colonialisme	35
1. Puissance des lobbys industriels	35
2. Quelques ratés de l'aire Clinton	36
TROISIEME PARTIE	40
Géopolitique des intérêts américains en Afrique	40
I. Matières premières	40
1. Du pétrole	40
2. Des minerais	43
3. Tentations de retour en arrière	44
II. Business au Sud	46
1. Alliances régionales	46

2.	Un géant régional	47
3.	Future confrontation ?	49
III.	Corne de l'Afrique	50
1.	Le retour	50
2.	Les origines	51
	CONCLUSION	53
	BIBLIOGRAPHIE	55
1.	OUVRAGES GENERAUX	55
2.	OUVRAGES SPECIALISES	59
3.	REVUES, ARTICLES ET DEPECHES	62
4.	DOCUMENTS OFFICIELS	67
5.	SITES INTERNET	69
	ANNEXE 1: Carte de l'Afrique Subsaharienne	71
	ANNEXE 2 : Commerce Etats-Unis - Afrique	72
	ANNEXE 3 : Aide Américaine Totale et par Pays	73
	ANNEXE 4 : Assistance Américaine pour l'Afrique	74
	ANNEXE 5 : Programmes FMS et IMET	75
	ANNEXE 6 : Prêts (loans) et ventes (sales) militaires à l'Afrique	76
	ANNEXE 7 : Programmes Foreign Military Financing et Commercial Sales	77
	ANNEXE 8 : Evolution historique de l'Afrique	78
	ANNEXE 9 : Carte des conflits en Afrique	79
	ANNEXE 10: Pétrole en Afrique	80
	ANNEXE 11 : Richesses minières de l'Afrique	81
	ANNEXE 12 : Importance de la corne de l'Afrique	82
	Table des matières	83
	Table des tableaux et illustrations	85

## **Table des tableaux et illustrations**

### Tableaux

Tableau 1	Bénéficiaires d'Aide Publique au Développement en Afrique	13
Tableau 2	APD pour l'Afrique Subsaharienne. Demandes et Engagements US	17
Tableau 3	Bénéficiaires d'Aide Publique au Développement en Afrique	51
Tableau 4	Aide Américaine Totale et par Pays	73
Tableau 5	Total de l'aide américaine, tous programmes confondus	74
Tableau 6	Programme FMS	75
Tableau 7	Programme IMET	75
Tableau 8	Prêts et ventes militaires à l'Afrique	76
Tableau 9	Dons et prêts militaires à bas taux d'intérêt	77
Tableau 10	Ventes Commerciales	77

### Illustrations

Illustration 1	L'Afrique subsaharienne	71
Illustration 2	Part de l'Afrique subsaharienne et comparaison	72
Illustration 3	Balance commerciale américaine	72
Illustration 4	Importations par pays et secteur	72
Illustration 5	Evolution historique de l'Afrique	78
Illustration 6	Carte des conflits en Afrique	79
Illustration 7	Pétrole en Afrique	80
Illustration 8	Richesses minières de l'Afrique	81
Illustration 9	Importance de la corne d'Afrique	82